CESEC magazine

Spécial N°2 • Avril 2018

Magazine trimestriel du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ET SOCIÉTÉ

Les conseils économiques et sociaux partagent leurs expériences à Abidjan

CÔTE D'IVOIRE
Tourisme
Office National du Tourisme
www.cotedivoiretourisme.ci
DÉCOUVREZ
UN NOUVEAU
SOLEIL...
OFFICE NATIONAL DU TOURISME
PLACE DE LA REPUBLIQUE IMMEUBLE EX - EECI
01 BP 8538 ABIDJAN 01 • TEL : + 225 20 25 16 00 FAX : + 225 20 32 03 88

PAR **FÉLICIEN YEDE N'GUESSAN**

S'OUVRIR AU MONDE...

L'élargissement des domaines d'activités du Conseil économique, social, environnemental et culturel sonne le regain d'intérêt des pouvoirs publics pour l'Institution. Signe que le ressenti parfois audible d'une frange de l'opinion en faveur de sa dissolution, n'a pas réussi à ébranler les certitudes des gouvernants sur l'importance de cette Assemblée consultative mise à leur service. Bien au contraire, au-delà de son maintien sous le format juridique initial, l'activité de l'institution a été redimensionnée à la mesure des nouveaux défis mondiaux nés de la globalisation.

A l'image du Conseil économique, social et environnemental (CESE) de France aujourd'hui en pleine réforme, le Conseil économique et social (CES) de Côte d'Ivoire a effectivement vu, deux ans plus tôt, son champ d'actions considérablement étendu. De façon concrète, la Constitution de la troisième République, voulue par le Chef de l'Etat Alassane Ouattara, en droite ligne de son projet de renforcement des institutions de la République et votée en Novembre 2016, permet désormais, en son Article 163, au Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC), de sa nouvelle appellation, de déployer son activité sur deux nouveaux domaines: l'environnemental et le culturel. En effet dans un monde en perpétuelle mutation, **il était temps d'explorer de façon plus rationnelle, ces deux domaines d'activités qui constituent de solides socles parmi les plus porteurs de promesses en termes de développement, surtout pour les enjeux planétaires qu'ils comportent.**

Fort de cette caution institutionnelle bien affirmée, le CESEC s'est employé, dès les premières heures de la 11ième mandature, sous la houlette de son Président Charles Koffi DIBY, à élargir les horizons de son action de redynamisation à quatre continents : l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie. Le but visé était de renouer avec les bonnes pratiques des institutions sœurs, aux connaissances et expériences avérées et de s'en enrichir.

Dans le même temps, au regard de sa mission de conseil, et **en s'appuyant sur les nouvelles orientations stratégiques définies par son Président, le CESEC a fait des propositions d'idées et d'actions pertinentes.** Toutes choses qui, au terme de ses douze premiers mois d'activités, ont abouti au raffermissement de la confiance à son égard et à une meilleure collaboration avec les autres institutions. Pour preuve, depuis son retour au sein des groupements de ces instiutions, **le CESEC siége en qualité de Vice-président dans les trois faitières des Conseils Economiques et sociaux et Institutions Similaires (CES-IS)** : l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires (AICESIS), l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Francophones (UCESIF) et l'Union des Conseils Economiques et Sociaux d'Afrique (UCESA).

L'autre preuve de crédibilité retrouvée est l'exceptionnelle mobilisation du monde économique et social en Côte d'Ivoire, lorsqu'il s'est agi, ces derniers mois, pour l'Assemblée consultative éburnéenne d'abriter des rencontres internationales dédiées à des travaux d'intérêt transnational.

D'abord, la Rencontre des Acteurs économiques et sociaux, tenue en novembre 2017, à l'issue de laquelle des recommandations fort utiles ont été faites sur des questions **liées notamment à l'économie verte et à l'emploi des jeunes d'Afrique et d'Europe.** Recommandations qui ont été transmises aux chefs d'Etats et de Gouvernements qui étaient réunis deux semaines plus tard à Abidjan, dans le cadre du Sommet de l'Union Européenne et d'Afrique.

Puis, en mars 2018, la réunion sur l'Atelier qui a été consacré au numérique en marge du Bureau de l'UCESIF et du Conseil d'Administration de l'AICESIS.
Il est important de signaler que ces deux grands évènements ont été marqués du sceau de l'inédit.

En effet, si la rencontre des Acteurs économiques et sociaux d'Abidjan a réalisé le record historique de mobiliser plus de deux cents participants, les réunions de l'UCESIF et de l'AICESIS des 7, 8 et 9 Mars 2018 ont, quant à elles, accueilli pour la première fois dans l'histoire de ces faitières, vingt-cinq (25) pays participants représentant les quatre (4) continents mentionnés plus haut.

Concernant l'Atelier de l'AICESIS du 9 mars 2018, il a permis aux participants de confronter leurs expériences spécifiques et de tirer les leçons de leurs échanges sur **« l'impact du numérique sur l'avenir de l'humanité »**, une problématique cruciale dont la résolution implique des efforts conjugués de tous les Etats.

Ainsi, en menant la réflexion dans une convergence d'idées et d'actions sur des sujets engageant l'avenir de nos sociétés, les Assemblées consultatives, regroupées au sein des faitières internationales, **ont fourni des raisons d'espérer du rôle important qu'elles peuvent et doivent collectivement jouer pour contribuer efficacement à la résolution des grandes questions économiques et sociales du monde actuel.**

Pour sa part, en tant qu'organisateur principal de ces évènements et pour avoir servi de cadre d'analyse de sujets de si haute importance pour la Côte d'Ivoire et pour l'ensemble des pays concernés, **le CESEC vient, avec l'appui institutionnel et matériel du Gouvernement, de mettre en lumière les bénéfices qu'il tire non seulement de l'élargissement de son champ d'activités, mais aussi et surtout de l'excellente qualité de sa politique managériale, en s'ouvrant au monde** ■

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

CESEC

Angle Boulevard Carde, Avenue Terrasson de Fougères
Abidjan - Plateau • 04 BP 301 ABidjan 04
Tél. : +225 20 25 02 00 - Fax : +225 20 22 12 88 • Site : hhttp//www.lecesec.ci

SOMMAIRE

AVRIL 2018

■ **Au fil des ans** *page 7 à 12*

L'AICESIS ET L'UCESIF,
Regard retrospectif sur ces deux faitières économiques et sociales

Informatique et société,
- Les étapes marquantes de la révolution numérique
- Quels enjeux pour l'humanité ?

■ **L'invité de la rédaction** *page 13 à 15*
Bruno Nabagné KONÉ,
Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste

■ **Gros plan** *page 16 à 17*
La francophonie face aux enjeux de la mondialisation,
Les recommandations du CESE Français pour redynamiser l'OIF

■ **Les coulisses** *page 18 à 22*

■ **Conseillers à la tâche** *page 23 à 25*
Le comité d'organisation

■ **Les faitières au travail** *page 26 à 29*

Rencontres internationales du CESEC,
- Abidjan accueille la première réunion du bureau de l'UCESIF de la mandature 2017-2019
- Abidjan abrite le Conseil d'Administration de l'AICESIS

■ **Arrêt sur images** *page 31 à 34*

■ **Idées fortes** *pages 35 à 36*

■ **Impressions** *page 37 à 39*

■ **Discours** *page 40 à 49*
Les acteurs participants :
Ce qu'ils ont dit

■ **Communiqué final** *page 50 à 51*

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Felicien Yede Nguessan

REDACTEUR EN CHEF
Nadege Yeo Guessan

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Casimir Kouakou Angoh

SECRETAIRE DE REDACTION
Pascaline Koffi Ahuie

SECRETAIRE ADJOINT DE REDACTION
Jean Marc Nyncemon

REDACTEURS
Adolf Kouamé Brou
Aime Desiré Nguetta
Stephanie Yebi
Pyco Yobouet Djeh
Edith Bedié
Koulotioloma Coulibaly
Marcel Taba
Manuella Koffi

PHOTOGRAPHES
Parfait Koffi Konan
Philomene Della

ARCHIVES
Eric Assemian Aka

AVEC LA COLLABORATION DE
Avit M'Boa Benoît
Boti Bi Zoua
Kouakou Yao Albert
Taukla Kouassi Victor
Zoro Bi Bah Jeannot
Galla Bi Gohi

INFOGRAPHIE
Creatis Studio

Impression: Creatis Studio

Tirage : 2 000 exemplaires

PAR **JEAN FRANÇOIS YAO**
& YOBOUET DJEH PYCO

L'AICESIS ET L'UCESIF,

Regard retrospectif sur ces deux faitières économiques et sociales

L'environnement des sociétés modernes s'est, depuis plus de trois décennies, accommodé de l'existence des Assemblées consultatives, comme composantes essentielles des modes de gouvernance participative. Les Conseils économiques et sociaux nationaux ont évolué au gré des différents développements institutionnels qui ont prévalu dans les démocraties du monde.

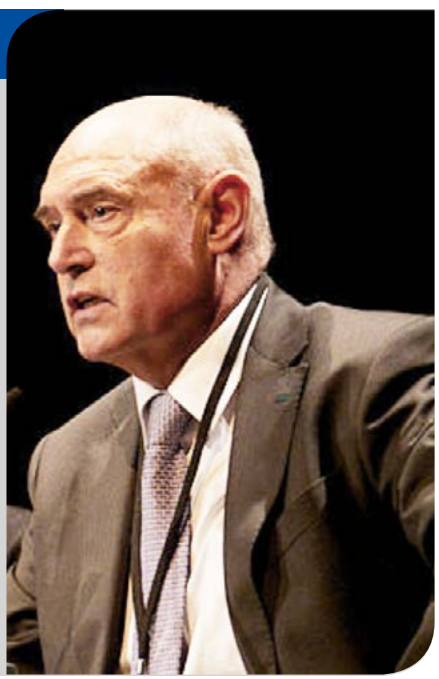
L'AICESIS

Fortes de leur légitimité acquise au niveau national, ces assemblées décidèrent pour quelques-unes de se réunir en associations devant agir en réseau. Les regroupements se sont faits, par conséquent, au gré des liens de coopération qui existaient entre les Présidents de ces Institutions sœurs. La première initiative est à mettre à l'actif des Présidents des Conseils économiques et sociaux de France, **Monsieur Jean Mattéoli** et son homologue de Côte d'Ivoire, **Monsieur Philippe Grégoire Yacé**, qui ont porté sur les fonts baptismaux, ce qui deviendra l'ancêtre de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires.

Il s'agit de **l'Association Internationale des Conseillers Economiques et Sociaux (AICESIS)**, dont les travaux constitutifs se sont tenus dans la capitale française le **31 Mai 1989**. La création de cette nouvelle Institution inter-états est intervenue dans le cadre de la célébration du bicentenaire de la révolution française de 1789. En vue de rallier le maximum d'Institutions similaires, l'idée a fait son chemin, et en marge d'une réunion des Conseils économiques et sociaux, **à Caracas, au Venezuela en 1997**, un projet de statuts a été transmis aux membres, aux fins de recueillir d'éventuels amendements. Il aura fallu attendre deux (2) ans de maturation et de discussions, pour que le consensus sur

PORTAIT DU 1er PRÉSIDENT DE L'AICESIS, HERMAN HF WIJFFELS

Né	:	le 13 mars 1942
Nationalité	:	Néerlandais
Emploi	:	Économiste , Banquier , Professeur
Carrière		
1969-1977	:	Directeur du traitement et de la commercialisation des produits agricoles au Ministère de l'agriculture et de la pêche
1977-1981	:	Secrétaire général Dutch Christian Employers Association
1981-1986	:	Membre du comité exécutif de Rabobank Nederland
1986-1999	:	Président du directoire de Rabobank Nederland
1999-2006	:	Président du Conseil économique et social
2006-2008	:	Administrateur néerlandais Banque mondiale
2009-2017	:	Professeur de durabilité et de changement social à l' Université d'Utrecht



les textes fondateurs, soit finalement trouvé. C'est ainsi que le **1er juillet 1999, à Port-Louis, en île Maurice**, par le vote à l'unanimité des vingt-quatre (24) Assemblées consultatives nationales, et des trois (3) membres associés présents, fut créée **l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS)**.

Ce regroupement régi, depuis sa création officielle, par le droit néerlandais et dont le siège se situe à Bruxelles, Capitale de l'Europe, s'est assigné pour missions principales, dans le respect total de l'indépendance de chacun de ses membres: le développement de la coopération en favorisant le partage d'expériences et de bonnes pratiques ; la promotion du dialogue social et, plus largement, la démocratie participative dans le monde ; et enfin l'encouragement et l'aide à la création d'Assemblées consultatives conformément aux Déclaration et principes de Droits de l'Homme et des droits fondamentaux du travail.

Ce sont donc ces missions que s'évertue à promouvoir l'ensemble des soixante douze (72) pays membres issus de tous les continents, que compte à ce jour l'organisation.

Onze (11) Présidents se sont succédé à la tête de cette faîtière, depuis sa création, pour des mandats de deux (2) ans, tournant par continent. La première personnalité à présider aux destinées de l'association fut **Monsieur Herman H. F. Wijffels, Président du SER des Pays-Bas, de 1999 à 2001** et aujourd'hui l'honneur revient à **Monsieur Iacob BACIU, Président du CES de Roumanie** de poursuivre les chantiers sur la période **2017-2019**. Seulement trois (3) Secrétaires Généraux ont assuré la gouvernance permanente jusqu'à ce jour. Il s'agit de **Monsieur Bertrand Duruflé** de **1999 à 2008** ; **Monsieur Patrick Venturini, de 2009 à 2017** et **Monsieur Francisco Gonzalez de LENA** depuis l'Assemblée Générale de Saint-Domingue.

Les dates charnières de la vie de cette Association se confondent avec celles ayant marqué sa reconnaissance dans la grande famille des organisations internationales. Ainsi, en **octobre 2001**, l'AICESIS obtenait le statut d'observateur permanent à compétence générale, au titre des Organisations intergouvernementales (OIG), auprès du **Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC)**. Ce statut lui permet notamment d'intervenir, aux côtés des représentants des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG), et d'exprimer le point de vue des Conseils économiques et sociaux lors des segments de haut niveau annuels de l'ECOSOC. Ensuite, **en novembre 2006**, l'Organisation internationale du travail a accordé à l'AICESIS le statut d'invité permanent aux instances dirigeantes de l'OIT. Chaque année, l'AICESIS intervient, en tant qu'organisation non gouvernementale, lors de la Conférence internationale

LES DEUX INITIATEURS DU PROJET DE CREATION DE L'AICESIS

Jean MATTÉOLI homme politique français est né le 20 décembre 1922, à Montchanin (Saône-et-Loire) et est mort le 27 janvier 2008 à Paris.
Il fut Ministre du Travail et de la Participation dans le gouvernement de Raymond Barre de 1979 à 1981 et Président du Conseil économique et social, entre avril 1987 et septembre 1999.

Philippe Grégoire YACÉ, Président du Conseil Economique et Social (1986 à 1998), homme politique ivoirien, né à Jacqueville le 23 janvier 1920 et mort le 29 novembre 1998 à Abidjan. Il fut un instigateur de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Ancien Président de l'Assemblée Nationale, il fut un des fidèles compagnons et un collaborateur du Président Félix Houphouët-Boigny.

du travail, aux côtés des représentants des gouvernements et des Organisations Non Gouvernementales (ONG), pour exprimer le point de vue des Conseils économiques et sociaux.

■ L'UCESIF

L'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions similaires des Etats et Gouvernements Membres de la Francophonie (UCESIF) a été créée le **15 novembre 2004, à Ouagadougou (Burkina Faso)**, au cours d'une Assemblée Générale Constitutive organisée en prélude au 10ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Avec l'onction de douze (12) pays membres de l'OIF, présents, l'UCESIF est devenue, ainsi, l'un des quinze (15) réseaux institutionnels francophones. Son objectif, à l'image de la faîtière internationale l'AICESIS mais avec un rapport à l'appartenance à un groupe linguistique, plus prononcé, est de regrouper les institutions de compétences similaires des pays francophones, en vue de créer un espace d'échanges d'expériences entre professionnels évoluant dans le même domaine d'activités.

Cette association, régie par le droit français forte de vingt trois (23) membres (l'Arménie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la France, le Gabon, la Grèce, la Guinée, le Liban, le Luxembourg, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, la Principauté de Monaco, le Niger, la Roumanie, le Sénégal, le Tchad et de la République centrafricaine) est à sa septième mandature.

La présidence est occupée, pour la période 2017-2019, par **Monsieur IACOB BACIU**, Président du CES de Roumanie, qui en fait est de façon exceptionnelle, la première personnalité à occuper la présidence de façon concomitante des deux (2) faîtières internationales. Quatre (4) Secrétaires Généraux se sont succédés au sein de cette organisation, dont une femme. Il s'agit de **Monsieur Jean-Pierre CAMELOT**, du **15 novembre 2004 au 23 juillet 2011**) ; de **Madame Elisabeth DAHAN**, du **29 septembre 2011 au 5 juillet 2013**, de **Monsieur Michel DOUCIN** de **2013 à 2016** et enfin **Monsieur Philippe BON**, depuis **décembre 2017.**

Outre les révisions de ces textes intervenues à deux reprises, le **4 mai 2012**, à Rabat (Maroc) et le **8 décembre 2017,** à Bucarest (Roumanie) pour être en phase avec les contingences contemporaines, cette union peut se prévaloir d'être à l'initiative de l'adoption, **à Rabat, en décembre 2012**, d'une Charte sociale, sous l'égide de la présidence béninoise et de l'adoption de la déclaration finale de Dakar (Sénégal) sur les défis des changements climatiques **(1er juillet 2015)**. Le prochain chantier, en phase avec la feuille de route roumaine, sera de donner encore plus de visibilité aux actions de l'UCESIF, lors du prochain Sommet, qui en est à sa 17ème édition, des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OIF, qui se tiendra à **Erevan (Arménie), en novembre 2018** ■

Rabat (Maroc) 2017

PAR **YOBOUET DJEH PYCO**

Informatique et société,

Les étapes marquantes de la révolution numérique

La conjonction de mots « nouvelles technologies » est une création devenue courante depuis des lustres. Elle désigne un vaste ensemble de techniques de pointe qui ont été développées au cours des décennies passées, et dont la complexité est sans commune mesure. Le terme est conféré, certes à l'ordinateur, mais il recouvre et englobe des domaines assez variés, tels que les biotechnologies les technologies . Pour les besoins de cet article, nous nous sommes limités aux domaines de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications regroupés sous le vocable technologies de l'information et de la communication. Le développement fulgurant qu'ont connu ces technologies et les transformations qu'elles ont induites dans la vie des humains, commande de jeter un regard sur les grandes étapes qui ont nourri leur mise au point, ainsi que les raisons et le contexte dans lequel les chercheurs ont mené les travaux.

La naissance de l'informatique (de 1936 à 1948)

L'ordinateur résulte de grands travaux à la fois technologiques et conceptuels. Son principe de fonctionnement, toujours identique de nos jours, a été inventé en appliquant des résultats de mathématiques et de logique. Le nom d'**Alan Turing**, mathématicien anglais né le **23 juin 1912 à Londres et mort le 7 juin 1954 à Wilmslow**, est étroitement lié à ces recherches. Il a travaillé à partir de 1936 sur le principe d'une machine capable de déterminer si une formule est ou non démontrable. Mais l'étape ultime, le mariage de la logique, de l'automatique et de l'électronique, a été réalisée par **John Von NEUMANN** hongrois **né NEUMANN János Lajos en 1903 à Budapest et mort en 1957 à Washington**. C'est à lui qu'on doit l'architecture matérielle des ordinateurs. **En 1945**, il participe à la construction du premier calculateur électronique de l'histoire, l'ENIAC (Electronic Numerical Integrator And Computer), mais qui n'est cependant pas programmable. La première machine programmable est le MARK 1, mis au point **en 1948**.

Les implications militaires et l'avènement de l'Internet (de 1962 à 1977)

Il est établi, bien souvent, que les guerres sont à l'origine des progrès techniques. C'est le cas au XXème siècle, où les grandes avancées en matière de technologie ont souvent été initiées par des projets à des fins militaires. Les travaux de **Von NEUMANN** ont été en partie commandés par l'armée américaine qui voulait à l'époque disposer de calculateurs pour résoudre des problèmes de balistique et mettre au point l'arme atomique. **En 1962** en effet, le Département américain de la Défense souhaitait disposer d'un réseau de communication capable de résister à une attaque. De cette vision naitra l'idée d'un réseau sous forme de toile. En association avec les grandes universités américaines, quatre (4) ordinateurs furent mis en réseau **en 1969**. Le protocole TCP/IP (Transmission Control Protocol)/(Internet Protocol), mis au point **en 1977** par **Vinton CERF et Robert KAHN**, permit alors le regroupement de plusieurs sous-réseaux. Ce qui conduisit à la structure actuelle d'Internet.

La démocratisation des technologies de l'information (de 1972 à 1990)

La révolution numérique comporte, entre autres applications pour le grand public:

- le courrier électronique pour l'internet, inventé en 1972 et qui a connu un succès fulgurant ;
- le Web (World Wide Web) né de la nécessité de simplification de l'accès au réseau, qui a explosé au début de la décennie 1990. On doit cette découverte à **Timothy BERNERS-LEE** qui, alors qu'il travaillait au CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire), a conçu le système de navigation ;
- les technologies de l'information et de la communication qui ne se réduisent pas à Internet mais qui se trouvent partout autour de nous comme, les téléphones portables, grande réussite commerciale et populaire ayant connu un succès imprévu et important depuis quelques décennies.

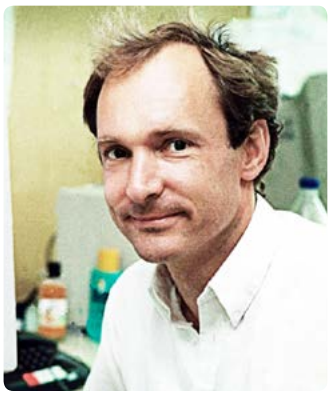
Le développement de ces nouvelles technologies nous a conduits à l'aube d'une nouvelle ère, celle de l'information. Toutes les innovations présentées dans la première partie de l'article s'accompagnent d'une révolution en matière de traitement de l'information. Partant, tout document est désormais susceptible d'être numérisé. Le codage numérique d'un signal à trois (3) principaux avantages : on peut désormais transmettre et stocker une information sur des supports physiques variés. La transmission et la copie se font quasiment sans perte d'informations, et le traitement automatique des informations est très aisé ■

Informatique et société,

Trois grandes figures de la révolution numérique

Le mathématicien britannique **Alan TURING (1912 - 1954)** a été le premier à penser l'ordinateur moderne. En 1937, il publie l'article fondateur de la science informatique : il y présente sa machine de Turing, le premier calculateur universel programmable et invente les concepts de programmation et de programme.

John von NEUMANN, **né NEUMANN János Lajos** en 1903 à Budapest et mort en 1957 à Washington, est un mathématicien et physicien américano-hongrois. Il est l'un des pères de l'ordinateur, aux côtés de Alan Turing et a participé aux programmes militaires américains.



Timothy John BERNERS-LEE, né le 8 juin 1955 à Londres, est un citoyen britannique, principal inventeur du World Wide Web (WWW) au tournant des années 1990. En juillet 2004, il a été fait chevalier par la reine Élisabeth II pour ce travail et son nom officiel devient Sir Timothy John Berners-Lee.

Lisez CESEC Magazine,

Le trimestriel du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel

Informatique et société,

Quels enjeux pour l'Humanité ?

Enjeux sociaux

L'usage diversifié du réseau Internet fait qu'il est aussi simple d'écrire à son voisin qu'à celui de l'autre côté de la Terre. Ce qui a engendré un phénomène de mondialisation avec le bannissement des frontières. Ainsi, la recherche scientifique ne se conçoit plus indépendamment d'Internet, qui en a modifié les usages et renforcé le caractère collectif et planétaire. La révolution des nouvelles technologies de l'information ne se réduit pas à un aspect technologique. De nouveaux comportements sont apparus. Les gens ont désormais l'impression, souvent trompeuse, qu'ils peuvent obtenir des réponses à leurs questions quasiment instantanément.

Enjeux juridiques

Les nouvelles technologies posent aussi de nombreux problèmes juridiques. Tout d'abord, les différents réseaux sont un redoutable moyen de surveillance, et portent une atteinte à la vie privée, d'autant plus que l'utilisateur est bien souvent conduit à fournir des informations personnelles. Ces dernières sont souvent exploitées commercialement, ou revendues par des pirates qui volent les bases de données de grandes compagnies.

Enjeux technologiques

Des progrès dans les domaines de l'électromagnétisme et du traitement du signal ont permis l'arrivée de technologies dédiées à la mobilité, comme le GSM/GPRS (technologies de téléphonie sans fil), le Wi-Fi, le Bluetooth… Toutes ces technologies permettent d'étendre les réseaux hors de l'enceinte des bâtiments, ce qui permet à l'utilisateur lambda d'accéder à ses informations personnelles où qu'il soit.

Ces technologies sont particulièrement en vogue actuellement.

Un autre problème de l'Internet est la multiplication des sources. Le nombre de sources d'information augmente avec le nombre d'utilisateurs connectés, à tel point qu'il est désormais très difficile de trouver une information spécialisée sur le net, même avec un moteur de recherche performant. Et c'est là le revers de l'ouverture de l'Internet au-delà des universités : les chercheurs ont de plus en plus de mal à se servir de cet outil qu'ils ont créé.

Enjeux Economiques

Le succès commercial de ces nouvelles technologies a été tel que de nombreuses sociétés y ont investi des sommes colossales d'argent. La conséquence est l'émergence de technologies toujours plus performantes et sophistiquées.

Un exemple parfait de ce succès commerciale est le développement des réseaux de téléphonie de troisième génération, appelé UMTS, ou 3G.

L'effet à long terme des technologies de l'information et de la communication sur les comportements sociaux ou économiques reste difficile à cerner, mais il sera sans doute important. Simple progrès technique accompagné d'une accélération de l'innovation ou bien troisième révolution industrielle, le débat reste ouvert. On a déjà pu constater combien ces nouvelles technologies ont évolué rapidement avec l'ouverture au grand public, jusqu'à en détourner ce pourquoi elles avaient été conçues. Le manque de recul nous conduit à éviter de tirer trop vite des conclusions sur la nature de ces bouleversements de la société ■

VISITEZ
le site web du CESEC :
www.lecesec.ci
DÉCOUVREZ
LES ACTIVITÉS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR **FELICIEN YÉDÉ**
& ADOLPHE KOUAME

La révolution numérique

«...Il nous appartient, en tant que gouvernants, de prendre des mesures pour réduire les effets néfastes de la révolution numérique...»

Bruno Nabagné **KONÉ,** Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste

Porte-parole du Gouvernement ivoirien depuis le 11 janvier 2017, Monsieur Bruno Nabagné Koné est Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste. A sa sortie de l'ESCA (Côte d'Ivoire) puis d'HEC en 1985, il entame sa carrière au Cabinet Arthur Andersen. Il occupera plusieurs postes de Direction financière d'entreprises industrielles et de services en Côte d'Ivoire (dont Comafrique Entreprises, Groupe SIFCOM). De 2003 à 2008, il a été Directeur Général Adjoint, puis Directeur Général de Côte d'Ivoire Telecom (l'opérateur historique de télécommunications). D'octobre 2008 à janvier 2011, il fut le Directeur Délégué Audit Finance du groupe France Telecom – Orange où en février 2011, il passe Directeur des Affaires Règlementaires de la zone AMEA (Afrique, Moyen-Orient, Asie), avant d'être appelé comme Ministre de la Poste et des TIC et Porte-parole du Gouvernement.

A l'occasion de la Cérémonie d'ouverture de l'Atelier sur le numérique, organisé le 9 mars 2018 par l'AICESIS, le Ministre Koné a fait une importante communication sur l'impact du numérique sur l'avenir de l'humanité. Dans cet entretien accordé à CESEC Magazine, Il livre ses impressions sur l'évènement et apporte quelques éclairages sur les stratégies du Gouvernement ivoirien pour le développement de l'internet en Côte d'Ivoire.

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, vous avez, en tant que Ministre de l'économie numérique été désigné pour représenter le Gouvernement à l'Atelier de la faitière internationale des Conseils Economiques et Sociaux, l'AICESIS, organisé au Siège du CESEC le 9 mars dernier sur le numérique. Quelle est votre opinion sur la tenue de cet évènement en Côte d'Ivoire, après la grande rencontre des Acteurs Economiques Sociaux, UE/UA, le Sommet des Chefs d'Etats et Gouvernements d'Europe et d'Afrique, les 8ème Jeux de la Francophonie et beaucoup d'autres grandes réunions internationales, notamment celles à venir comme l'Union Postale Universelle (UPU) ?

Bruno Nabagné KONE : *D'abord, je voudrais adresser mes vives félicitations au Président Charles Koffi DIBY dont l'engagement et la clairvoyance ont permis au CESEC de gagner, en si peu de temps, la bataille de la notoriété, aussi bien sur le plan national qu'international. Ceci dit, pour nous, la tenue de ces différentes rencontres en terre ivoirienne est le résultat de la Diplomatie offensive impulsée par le Président de la République, Son Excellence, Monsieur Alassane OUATTARA, et de la consolidation continue de la place de notre pays sur la scène internationale.*

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, dans votre communication saluée à juste titre par l'ensemble des participants, sur « l'impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité », thématique développée au cours des travaux de cet Atelier, vous avez relevé la particularité qu'a le numérique d'accélérer le développement de nos Etats. Pouvez-vous, repréciser ce postulat en indiquant le mécanisme par lequel ce développement accéléré peut s'opérer ?

BNK : *Effectivement, comme nous l'avons dit, le numérique a l'avantage de propulser nos pays vers le développement, en ce sens qu'il permet d'intensifier la production de biens, de faciliter le stockage, le tri et le traitement de données, de fiabiliser les processus, de supprimer les distances et d'ouvrir nos marchés, de réduire la corruption par la limitation de l'intervention humaine, de réduire les coûts budgétaires, de modifier notre façon de travailler, de plus en plus basée sur le partage et la collaboration, de faciliter le traitement et la circulation de l'information, etc. Il permet également l'instantanéité, la vitesse et la vitalité de la circulation de l'information pour la transformation de notre planète en un village, ce qui présente des avantages incontestables.*

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, au stade où se trouve la Côte d'Ivoire dans l'évolution du numérique, quelles sont les opportunités qu'offre cet outil aux plans social et culturel, mais aussi surtout en termes de création d'emplois pour les jeunes en particulier ?

BNK *: D'abord, au plan social et culturel la révolution numérique a une influence positive considérable, puisqu'elle agit sur les processus de conception, de production, de commercialisation, de communication, de transmission du savoir, de socialisation, de production de la richesse et de la croissance, donc, sur les processus conduisant à l'amélioration des conditions de vie de nos populations et sur ceux qui mesurent l'action de nos Gouvernements. Ensuite, nous retenons la création de plusieurs milliers d'emplois dans des métiers nouveaux, qui n'auraient pas existé sans le numérique (centres d'appels, commerce électronique, transfert d'argent, sécurité informatique, construction de réseaux, blogs, marketing digital…).*

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, si nous sommes tous convaincus des avantages que procure le développement des TICS, il n'en demeure pas moins que cela comporte également beaucoup de risques de divers ordres, tant pour les Etats, les Entreprises que pour les individus. Pouvez-vous, donc nous dire, en guise d'alerte pour les utilisateurs, quels sont ces risques ?

BNK : *En dépit de ses nombreux avantages, tels la création de nouveaux métiers, l'accélération des opportunités, ou encore l'ouverture des champs des possibles à l'international, la révolution numérique engendre des défis certains, auxquels nous devons faire face. Il s'agit, par exemple, des problématiques de cybercriminalité et de cyber sécurité, ou de tout autre acte illicite posé sur Internet. Je voudrais, néanmoins, rappeler que la Côte d'Ivoire s'est dotée d'organes et de technologies pointues dans ce domaine, rendant aujourd'hui ardue, la tâche des contrevenants.*

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, comment l'Etat compte-t-il s'y prendre si ce n'est déjà le cas, pour minimiser les effets néfastes de la révolution numérique ?

BNK: *Depuis 2011, le gouvernement a pris la pleine mesure des enjeux liés au développement du numérique. Parmi les axes développés, nous évoquerons le processus d'identification des utilisateurs de services de télécommunications et TIC, dont notamment la dernière phase s'achève en avril 2018, mais également l'ensemble des agences et services dédiés à la protection de nos environnements tels que l'ARTCI (Agence de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire), le CI-CERT (Côte d'Ivoire Computer Emergency Response Team), unité de réponse rapide aux menaces technologiques, ainsi que la DITT (Direction de l'Information et des Traces Technologiques) la PLCC (Plateforme de Lutte Contre la Cybercriminalité.*
Nous maintenons par ailleurs nos cadres législatifs et normatifs en conformité avec le temps technologique

.(mobile money, blockchain, crypto monnaies…).
Ce processus, assurément disruptif comporte des défis et enjeux structurants. Notre ambition à terme consiste en la création et en l'émergence d'une Société de l'Information, socle d'une Economie Numérique inclusive, porteuse de valeurs et de savoirs pour nos populations. L'objectif est de fournir l'accès à la Société de l'Information et aux services associés à toutes les couches de la population : le développement de services digitaux pour l'amélioration du fonctionnement général de l'administration, l'amélioration continue des prestations fournies aux populations et aux entreprises à travers l'optimisation des processus, la simplification des procédures et la digitalisation de l'offre de services sont donc des priorités qui se combinent avec les actions de sensibilisation, information et formation de la jeunesse ivoirienne.
Je terminerai en indiquant que le numérique est une opportunité à saisir : tout est permis, sans frontières, sans limites, dès lors qu'on investit le domaine avec passion et ambition. L'Etat mènera toujours la bataille de l'excellence, celle qui nous conduit inéluctablement au développement de notre société.

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, face à toutes ces évolutions en perspective, quels stratégies et moyens le Gouvernement entend-il déployer pour permettre à la côte d'ivoire de rattraper son retard en matière technologique et s'engager sur cette « autoroute de l'information » ?

***BNK** : Il importe de préciser que le terme technologie recouvre plusieurs domaines outre le numérique. Pour nous en tenir au secteur du numérique, et de façon plus usuelle au secteur des TIC, disons que plusieurs chantiers ont été réalisés pour permettre à notre pays d'accélérer le développement du numérique. Ces actions portent, entre autres, sur :*
- une refonte complète du cadre réglementaire ;
- le développement des réseaux pour une meilleure accessibilité (3G, 4G, câbles sous-marins réseaux fibre optique reliant l'ensemble des chefs lieu de départements etc) ;
- le développement de contenus, notamment de contenus locaux, et en cela le programme de gouvernance électronique de l'Etat avec la digitalisation du processus du dossier des Conseils de Ministres, les programmes de e-services déployés, les programmes plus spécifiques tels de e-santé, e-agriculture, e-éducation ;
- le développement des programmes d'accessibilité, tels la défiscalisation des équipements terminaux, le programme un citoyen, un ordinateur, une connexion internet, le programme de cyber centre.
Par ailleurs, il convient de relever que dans le secteur des TIC, il a été réalisé de très importants investissements dont près de 1000 milliards sur les cinq dernières années. Cela dénote la volonté politique affichée et la détermination du Gouvernement de Côte d'Ivoire en ce domaine. Mais il faut cependant avoir présent à l'esprit que tous les efforts consentis par les pouvoirs publics pour le développement du secteur des TICS ont valu à la Côte d'Ivoire d'être aujourd'hui classée parmi les dix (10) pays les plus réformateurs en la matière au plan international.

CESEC Magazine : Monsieur le Ministre, nous sommes au terme de notre entretien. En deux mots, quel est votre message à l'endroit des pays africains et en particulier des ivoiriens relativement à l'impact du numérique sur leur avenir ?

***BNK** : Vu l'influence du numérique sur le devenir de nos Etats et de nos Nations, je voudrais appeler la haute attention des gouvernants de nos pays sur la necessité de mettre en œuvre un environnement permettant le développement le plus harmonieux possible du numérique sur la base des axes prioritaires suivants : l'environnement règlementaire, la connectivité, l'accessibilité, le développement du contenu, la formation et les capacités humaines, le soutien à la jeunesse, car le futur de l'humanité sera de plus en plus impacté par le numérique.*

Aux Ivoiriens, je voudrais préciser que le développement de l'Economie numérique présente de nombreuses opportunités pour eux. Ces atouts concernent notamment: la création de nombreux emplois et la simplification des procédures dans le cadre des transactions qu'elles ont à effectuer ■

Par MICHAËL **CHRISTOPHE,** Conseiller diplomatique au CESE (France)
& FELICIEN YÉDÉ

La francophonie face aux enjeux de la mondialisation,

Les recommandations du CESE Français pour redynamiser l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie)

En 2018, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) de France a souhaité mettre la francophonie à l'honneur en ouvrant l'année avec une assemblée plénière le 10 janvier, consacrée à la présentation et au vote de son avis : « Le rôle de la France dans une francophonie dynamique ». A l'occasion de la réunion du Bureau de l'UCESIF organisée par le Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC) de Côte d'Ivoire le 7 mars dernier, La rapporteure, Madame Marie-Béatrice LEVAUX (Conseillère économique au CESE de France) a fait la promotion de cet avis adopté à l'unanimité des membres de l'institution française.

L'état des enjeux de la francophonie

Aujourd'hui, la francophonie regroupe plus de 274 millions de personnes sur les 5 continents et la langue française est la 5ème langue la plus parlée au monde. Les projections les plus optimistes, fondées sur l'évolution démographique attendue de l'Afrique, tablent sur 750 millions de francophones à l'horizon 2050.

Madame Marie-Béatrice LEVAUX
(à la réunion du bureau de l'UCESIF à Abidjan)

Les enjeux de la Francophonie sont élevés : affirmation d'une diplomatie d'influence transnationale à destination des sociétés civiles, accès à l'éducation et à la formation pour toutes et tous dans des langues mondiales véhiculaires, accroissement des échanges entre pays de l'espace francophone dans un sens compatible avec le développement durable, ... Ces enjeux correspondent à des objectifs de politique étrangère de la France sur la scène internationale.

L'éducation doit être la priorité de l'Organisation

Tous les membres du Conseil Economique, Social, souhaitent la clarification des missions parmi ses préconisations phares, de la Francophonie multilatérale en la **recentrant sur l'éducation**. Le CESE recommande à **la France**, membre fondateur et premier contributeur de la Francophonie, **de s'impliquer plus dans l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et dans l'espace géoculturel** francophone. Enfin, le CESE, en tant que chambre de la société civile organisée, préconise de **resserrer les liens entre les différentes sociétés civiles de cet espace géoculturel**.

Il souhaite que la Francophonie institutionnelle soit renforcée avec une nouvelle **feuille de route politique**, en particulier sur la promotion de l'éducation lors de forums multilatéraux de négociation comme au sein de ses Etats membres. Selon le Conseil, la perte d'influence de la langue française peut être combattue grâce à l'éducation.

Madame Marie-Béatrice LEVAUX (CESE France)

Il faut en outre voir en elle une priorité face aux défis démographiques auxquels l'Afrique, espace privilégié de la francophonie, est confrontée. C'est pourquoi le CESE souhaite que **la mission de la Francophonie multilatérale soit recentrée sur l'Objectif de Développement Durable n°4 de l'ONU : « assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »**. L'éducation est un objectif prioritaire dans les pays de l'espace francophone, sachant que la promotion du français comme langue première, seconde ou comme langue étrangère dépendra des efforts publics consacrés à l'éducation.

La nécessité d'accroître le rôle de la France,

Pour le CESE, la France a un rôle majeur à affirmer dans la Francophonie institutionnelle. En tant que puissance mondiale, elle peut, **par son implication dans les Sommets de la Francophonie, participer à l'élaboration d'un agenda des négociations internationales plus favorable au développement durable**. Son rôle doit se manifester par une implication de haut niveau dans les instances de la Francophonie et une participation attentive à la gouvernance de l'OIF, de sorte que les priorités politiques inscrites dans la Charte de la Francophonie puissent être mises en œuvre. En outre, l'assemblée préconise la création d'un ministère de plein exercice de la francophonie, dont les missions intégreraient l'ensemble de l'action gouvernementale en matière de francophonie. Le Conseil souhaite également **encourager les échanges entre les personnes** au sein de la francophonie. Et cela, en facilitant les démarches administratives concernant les visas, mais aussi **favoriser l'essor d'une culture francophone mondiale par un soutien financier accru à l'offre des chaînes francophones**.

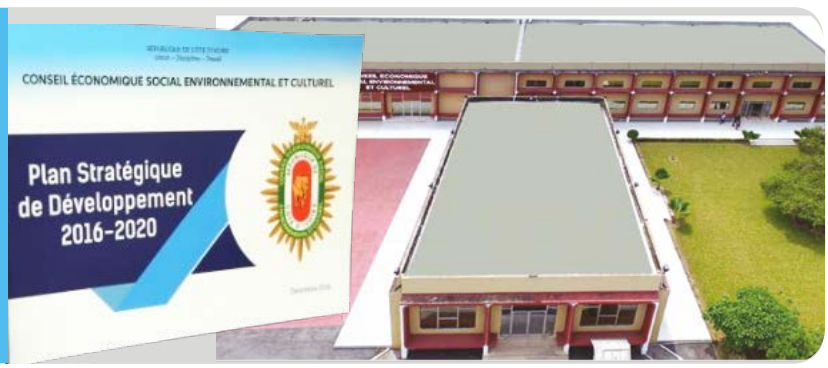
La société civile francophone, une richesse à mettre en réseau

Le CESE préconise de **reconnaître et institutionnaliser les liens entre les sociétés civiles** des pays francophones par la création d'un **partenariat institutionnalisé avec l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires francophones (UCESISF)**. L'éducation au français étant la priorité de la francophonie pour le CESE, l'assemblée souhaite faire de l'enseignement du français un thème de mobilisation des actrices et acteurs reconnus(es) des sociétés civiles de ces pays avec un forum des sociétés civiles francophones en faveur de l'éducation et de la formation.

Enfin, le CESE est convaincu que la francophonie doit aussi être réinvestie sur le plan national. « Redonner l'envie de francophonie en France » lui semble essentiel, d'où l'organisation le 20 mars 2018 d'un événement consacré à la Journée internationale de la Francophonie. Cet événement a mobilisé tous les acteurs de la société civile, qui par leurs actions nationales et internationales font la richesse de la francophonie ■

Plan Stratégique de Développement 2016 - 2020

La boussole de l'activité du CESEC



PAR **PASCALINE KOFFI, NADÈGE YÉO & PHILOMÈNE DELLA**

Ces images présentent les temps forts des rencontres UCESIF, AICESIS. Elles décrivent les activités menées à la périphérie de ces rencontres avant, pendant et après.

Le Directeur de cabinet du Président du CESEC entouré de ses collaborateurs, lors des préparatifs des réunions de l'UCESIF et de l'AICESIS

Le Comité de coordination de l'organisation des réunions UCESIF et AICESIS en conférence de presse

Le Président Charles Koffi DIBY en compagnie de collaborateurs la veille de la réunion du bureau de l'UCESIF

Le Président Iacob BACIU et sa délégation sur le marché des objets d'art, mis en place par Côte d'Ivoire Tourisme

Mme Rabiatou Serrah DIALLO, Présidente du CES de Guinée en compagnie de M. Tabe GBIAN ,Président du CES Béninois admirant des objets d'art.

Le Président Charles Koffi DIBY échangeant avec des participants lors de la visite du marché des arts au sein du CESEC

Les participants admirant les dons offerts par le Président Charles Koffi DIBY

le Président DIBY en pleine conversation avec quelques membres du personnel administratif du CESEC

Le Président Charles Koffi DIBY et le Président Iacob BACIU aprés la visite du marché des objets d'art.

Le Président Charles Koffi DIBY faisant l'état des lieux de la salle des plénières avant l'AG de l'AICESIS

Remise de fleurs à l'occassion de la journée Internationale de la Femme par le Président Charles Koffi DIBY

Echanges entre la Présidente du CES Guinée et le Sécrétaire Général de l'UCESIF

Diner de bienvenue offert par le Président Charles Koffi DIBY en l'honneur des participants

la table des Présidents (au diner)

Deux membres de la délégation roumaine (au diner)

Des participants (au diner)

Ambiance festive au cours du diner de bienvenue

Ambiance festive (suite...)

Remise de présent au Président Iacob BACIU par la Présidente du CES guinéen, Mme Rabiatou Serah DIALLO

Présentation du tableau destiné au Président de l'AICESIS, Iacob BACIU

Remise de présent par le Président Charles Koffi DIBY à Mme Rabiatou Serah DIALLO

Séance photo à la fin du diner

Monsieur Iacob BACIU, Président de l'UCESIF et l'AICESIS et sa délégation en visite d'agrément dans la cité balnéaire de Grand-bassam (Côte d'Ivoire)

PAR **PASCALINE KOFFI**

Le comité de coordination du CESEC

Dès la mise en place des commissions et la répartition des tâches, les CESEC se sont aussitôt mis au travail pour apporter, chacun dans son domaine de compétence, le meilleur de lui-même afin de relever ensemble les défis d'une organisation réussie.

COORDINATION GENERALE

En charge la coordination générale du Comité d'organisation

LE COORDONATEUR GÉNÉRAL

M. BOA Amoikon Edjampan Thiémélé
Diplomate

LES ADJOINTS :

Ils ont assisté le coordonateur général

M. AKELE Ezan
Ingénieur des travaux publics

M. OGA Léon
Administrateur de finances publiques

Mme DIAKITE COTY Fatouma épse KANATE
Administrateur de société

Mme SANOGHO Salimata épse PORQUET
Administrateur de société

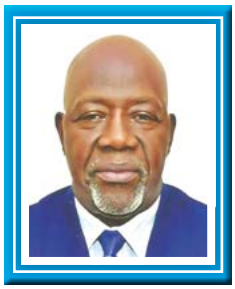
SECRETARIAT TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF

En charge de la production de notes d'information, de correspondances et des documents techniques

M. SAMASSI Mamadou
Avocat

M. Abdoulaye OUATTARA
Professeur d'université

Mme RICHMOND Stéphane épse ESSOS ESSIS
Notaire



M. OUREGA ASSIENE
Conseiller pédagogique

COMMISSION PROTOCOLE ACCUEIL ET HEBERGEMENT

Mission : l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des différentes délégations participantes

Mme BLA Nadine épse GUERET
Chef d'entreprise

M. KOUABLAN François
Enseignant

Mme BOUSSOU Agnès
Technicienne supérieure en Tourisme

M. N'GUETTIA Judicaël
Enseignant

M. ALLIALI Hervé
Ingénieur électricien

COMMISSION COMMUNICATION

Missions : mise en place et exécution de la stratégie de communication pour assurer la visibilité de l'évènement

M. Venance KONAN
Journaliste

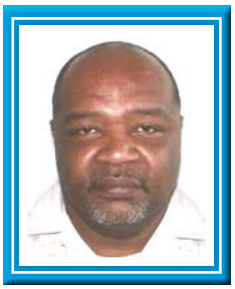
Mme CURCIO Jennifer Flora
Productrice tv

M. COULIBALY Sounkalo
Journaliste

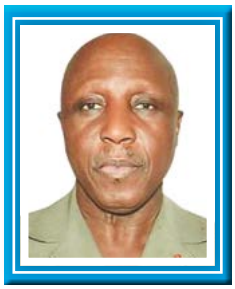
M. ODJE Tiakoré
Enseignant

COMMISSION LOGISTIQUE ET MOYENS GENERAUX

En charge de la mobilisation des moyens techniques et logistiques



M. REGNIER-ONDOMAT Stéphane
Juriste d'entreprise



M. DJOUKA Anzeni
Ingénieur des travaux publics

M. KOFFI Abouah Guillaume
Architecte

M. OUATTARA Bakaramoko
Ingénieur agronome

COMMISSION RESTAURATION ET PRESENTS

Missions : organisation des déjeuners, diners et choix des présents.

Mme KOUAME Ama Christine épse DADIE
Chef d'entreprise

Mme AKOUMAN Sébime Appoline épse LOUKOU
Aide Sociale

Mme KOULIBALY Mariam
Economiste

Mme Mousso BAMBA épse TOURE
Chef d'entreprise

COMMISSION SECURITE

Missions : assurer la sécurité de tous les participants sur le site du CESEC et en dehors, notamment pour les délégations étrangères.

M. Sory DEMBELE
Officier de l'Armée

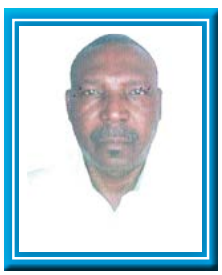
M. BAUDOUA YAO Maxime
Professionnel de marketing et communication

M. OUATTARA Kossomina Daniel
Administrateur de société

COMMISSION SANTÉ

Missions : prendre en charge tous les participants en cas de problèmes de santé

Professeur GADEGBEKU Samuel Anani



Docteur Idrissa DIOMANDE

Docteur KHOURY Joseph

PAR **JEAN MARCK NYNCEMON**

Rencontres internationales du CESEC,

Abidjan accueille la première réunion du bureau de l'UCESIF de la mandature 2017-2019

La première réunion du Bureau de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et gouvernements membres de la Francophonie (UCESIF) sous la mandature du Président Iacob BACIU, s'est tenue le mercredi 07 mars 2018 à Abidjan au siège du CESEC.

Les délégations qui ont participé à la réunion sont venues du Benin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la France, de la Guinée, du Maroc, de la Roumanie, de la Mauritanie et de la République Démocratique du Congo.

A l'ouverture des travaux, le Président du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire, Monsieur Charles Koffi DIBY, a rappelé les grandes décisions prises lors de l'Assemblée Générale tenue à Bucarest en Roumanie, le 8 décembre 2017 : l'élargissement du nombre des membres du Bureau et la validation du non cumul de postes de présidence avec les autres faitières des CES-IS. Ensuite, il a invité ses pairs à plus d'engagement pour le rayonnement de l'UCESIF. « *Il est important pour nous que notre organisation devienne un outil essentiel pour le développement de l'espace francophone* » a-t-il ajouté. Enfin, il a loué les efforts du Conseil Economique, Social et Environnemental de France pour avoir permis à l'Union d'aller au-delà des spécificités linguistiques ou culturelles. L'avenir de l'Union, a-t-il déclaré, doit prendre en compte aussi les enjeux et les défis multiformes de notre époque.

Au cours de leur réunion, les membres du Bureau de l'UCESIF ont d'abord examiné la feuille de route de leur Union, évoqué les préparatifs de la prochaine Assemblée Générale, fait le point des finances et discuter de la création d'un site web. Au terme de leurs travaux, Mme Marie Béatrice LEVAUX du CESE de France a présenté un Avis de son institution sur «Le rôle de la France dans une Francophonie dynamique ».

C'est par une visite de stands de produits artisanaux locaux que cette importante journée de travail des membres du Bureau de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et gouvernements membres de la Francophonie a pris fin ■

Une vue de la réunion du bureau de l'UCESIF

Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et Gouvernements membres de la Francophonie
(UCESIF)

DATE DE CREATION

15 Novembre 2004

LIEU

Ouagadougou (Burkina Faso)

OBJET

promouvoir les échanges et le partenariat
entre les Institutions de l'espace francophone

COMPOSITION

22 membres

ORGANES

- Assemblée Générale
- Bureau

(Président, 4 Vice-présidents, Secrétaire Général)

SIÈGE

Bucarest (Roumanie)

PAR **JEAN MARCK NYNCEMON**

Rencontres internationales du CESEC,

Abidjan abrite le Conseil d'Administration de l'AICESIS

Les 8 et 9 mars 2018, le CESEC a accueilli deux importantes activités de l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires (AICESIS). Il s'agit en l'occurrence du Conseil d'Administration et d'un atelier d'échanges d'expériences marqué par une importante communication de Monsieur Bruno Nabagné KONE, Ministre de la Communication, de l'Economie numérique et de la Poste sur la «révolution numérique et son impact sur l'avenir de l'humanité».

Durant deux jours, la soixantaine de participants venus de vingt-cinq (25) pays ont fait le point des activités de la faitière lors d'un Conseil d'Administration, avant l'ouverture d'un atelier d'échanges d'expériences au cours duquel quatre thèmes ont été débattus à savoir: **«Révolution numérique : ses effets sur l'avenir du travail et le travail décent»; «Révolution numérique, gouvernance et rôle des partenaires sociaux»; «Révolution numérique: comment protéger les droits et assurer la sécurité»; «Révolution numérique et impact sur les inégalités sociales et économiques»**.

La Conférence inaugurale précédant les travaux en ateliers a été, quant à elle, prononcée par le Ministre Bruno Nabagné KONE sur le thème : **«la révolution numérique et son impact sur l'avenir de l'humanité».**
Au titre du Conseil d'Administration, deux allocutions ont été enregistrées. D'abord, celle du Président Charles Koffi DIBY qui a traduit sa profonde gratitude aux personnalités présentes et remercié le Gouvernement pour avoir autorisé le Ministre Ministre Bruno Nabagné KONE à prendre part aux travaux.

Ensuite, il a dit sa reconnaissance à ses pairs pour leur confiance en la Côte d'Ivoire, parce que, a t-il indiqué : **«le choix de la Côte d'Ivoire s'inscrit dans le processus de normalisation de la vie institutionnelle du pays, conjugué à un environnement politique, économique et social favorable, fruit du travail inlassable et de la gouvernance rassurante du Président de la République, Alassane Ouattara»**. Il a également tenu à rassurer ses homologues quant à la disponibilité du CESEC à prendre une part active aux travaux de l'AICESIS. Enfin, il s'est félicité de la participation de vingt-cinq (25) pays ce qui constitue une première dans l'histoire de l'AICESIS.

Quant à la seconde allocution prononcée par Monsieur Iacob BACIU, Président du CES de Roumanie, elle a été l'occasion pour celui-ci de témoigner sa gratitude au CESEC et à son Président. Il s'est dit «honoré de participer à ce premier atelier sur la révolution numérique, un thème lancé à Saint Domingue à l'occasion de l'accession du CES de Roumanie à la présidence de l'AICESIS », avant de saluer la bonne organisation des travaux d'Abidjan.

La table de séance au cours de l'Atelier sur le numérique

M. Iacob BACIU s'est réjoui de l'engouement des acteurs gouvernementaux et institutionnels observé autour du thème de la révolution numérique qui représente à la fois un enjeu et un défi de développement et d'autonomisation de nos sociétés. Cependant, Il a appelé à la réflexion anticipée, à l'effet de transformer les contraintes actuelles du numérique en défis pour le développement de l'Homme. Pour clore son propos, **il a adressé ses vifs remerciements à S.E.M. Alassane Ouattara, Président de République de Côte d'Ivoire pour avoir très tôt perçu l'enjeu de telles discussions et surtout pour l'appui multiforme du gouvernement ivoirien qui a permis la tenue de cette réunion**.

Ces rencontres d'Abidjan, signent le retour officiel du CESEC et de la Côte d'Ivoire au sein du conseil d'administration de l'AICESIS en qualité de Vice-président, après quatorze longues années d'absence. Un retour qui a été souligné à juste titre par Madame Carole COUVERT, Vice-Présidente du CESE de France qui a confié que « **ces deux rencontres**, hautement importantes, **sont le résultat des actions menées pour le repositionnement à l'International de l'institution ivoirienne. C'est le fruit des efforts constants du président Charles Koffi Diby qui a su tisser des liens étroits et utiles qui valent aujourd'hui au CESEC de retrouver une place de choix dans les cercles de décision des institutions internationales à caractère économique et social…».**

Il convient de rappeler que la décision d'intégration du Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire a été prise par l'Assemblée générale de l'AICESIS, lors de sa 16ème rencontre annuelle tenue du 6 au 8 septembre 2017 à Saint-Domingue, en République Dominicaine. La Côte d'Ivoire était représentée à cette rencontre par une importante délégation du CESEC conduite par le Président Charles Koffi DIBY. ■

M. Iacob BACIU, Président de l'AICESIS et l'UCESIS (mandature 2017-2019)

Monsieur Iacob Baciu est Président de la Confédération des Syndicats Démocratiques de Roumanie (CSDR), représentant du groupe des travailleurs qui réunit 20 fédérations professionnelles dans l'enseignement, l'industrie alimentaire, l'industrie textile, l'exploitation minière et l'agriculture.
Il a occupé le poste de vice-président de la CNAS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) du 21 octobre 2008 au 25 mai 2011. Anciennement Vice-Président du Conseil Economique et Social de la Roumanie, il en est le Président depuis juillet 2017.

Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires
(AICESIS)

OBJET

Développer la coopération entre les membres, harmoniser les positions et parler d'une même voix au sein des instances internationales.

DATE DE CRÉATION

1er Juillet 1999

LIEU DE CRÉATION

Port-Louis (Île Maurice)

SIÈGE

Bruxelles (Belgique)

COMPOSITION

72 membres

ORGANES

- Assemblée Générale
- Conseil d'Administration
- Président
- Sécretaire Général

PAR **NADÈGE YEO**
& KOFFI PARFAIT

Ces images rappellent les différentes étapes des réunions de l'UCESIF et AICESIS, ainsi que de l'Atelier de l'AICESIS

Accueil du Président du CES Burkinabè, Moïse NAPON par le Président Charles Koffi DIBY

Accueil du Président du CES Beninois, Tabé GBIAN par le Président Charles Koffl DIBY

Accueil du Président du CES Congolais, Jean-Pierre KIWAKANA par le Président Charles Koffi DIBY

Accueil de la Présidente du CES Guinéen, DIALLO Serrah Rabiatou par le Président Charles Koffi DIBY

Accueil du Président du CES Roumain, Président de l'AICESIS et l'UCESIF, Iacob BACIU par le Président Charles Koffi DIBY

Délégation Chinoise (Conseil d'Administration AICESIS)

AICESIS)

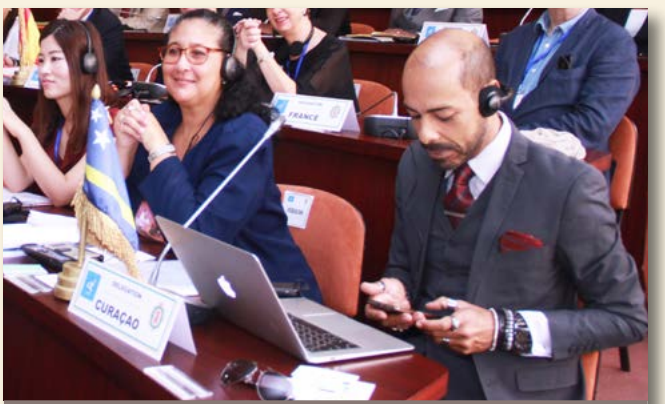
Délégation d'Espagne
(Conseil d'Administration AICESIS)

Délégation de la Roumanie
(Conseil d'Administration AICESIS)

Délégation Francaise
(Conseil d'Administration AICESIS)

Délégation Sénégalaise
(Conseil d'Administration AICESIS)

Délégation Brésilienne
(Conseil d'Administration AICESIS)



Délégation de Curaçao
(Conseil d'Administration AICESIS)

Le Président du CES du Burkina et un membre de sa délégation

le Président Tabé GBIAN et la délégation du CES Béninois

M. VERNICOS, Président CES Grèce

Mme DIALLO Serrah Rabiatou, Présidente du CES Guinéen au cours l'AG AICESIS

Président du CES République Démocratique du Congo, M.Jean-Pierre KIWAKANA

Photo de famille après la cérémonie d'ouverture de l'Atelier sur le numérique

Photo de famille des Présidents des Conseils Economiques et Sociaux membres de l'UCESIF

Entretien du Président Charles Koffi DIBY avec le Ministre de la Communication de l'Economie Numérique et de la Poste Bruno Nabagne KONE avant l'ouverture de l'Atelier sur le numérique

Echange de Civilités entre le Ministre Bruno KONE et M. VERNICOS, Président du CES de la Grèce

de g. à d., le Président du CESEC Charles Koffi DIBY, le Président de l'UCESIF et de l'AICESIS Iacob BACIU et le Ministre Bruno Nabagné KONE

PAR **N'GUETTA AIMÉ DÉSIRÉ**
& YEBI STEPHANIE

Ces idées portent sur le numérique et sont présentées ici sous forme de citations extraites de discours ou interventions de personnalités diverses.

SEM Alassane OUATTARA, *Président de la République de Côte d'Ivoire*

Ouverture de la 5ème édition du Forum des marchés émergents qui s'est tenue à Abidjan en Mars 2017 :

«Dans 40 ans, la révolution des sciences et de la technologie…transformeront profondément nos modes de vie et nos économies. Pourtant, c'est ce futur qu'il nous faut imaginer et anticiper aujourd'hui afin de nous y préparer. Pour ce faire, nous devons accroître les efforts déjà entrepris par nos économies dans de nombreux domaines, avec un accent tout particulier sur la préparation de nos jeunes générations grâce à un système éducatif de qualité exceptionnelle».

Bruno Nabagne KONÉ, *Ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la Poste, Porte-Parole du Gouvernement,*

Atelier Aicesis, Conseil Economique, Social, environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire, vendredi 09 mars 2018

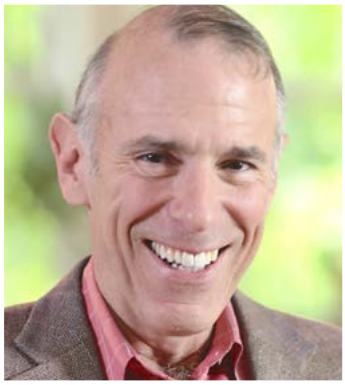
« Les nations sont donc tributaires du rôle que nous, gouvernements et gouvernants seront en mesure de faire jouer aux technologies de l'information et de la communication. Si nous ratons ce tournant, évidemment, nous ferons du mal à nos Etats et à nos populations. Il est important que nous soyions au fait, dès à présent, de cette réalité et que vous, Assemblées consultatives, accompagniez cette volonté ».

Klaus Schwab, *Founder and Executive Chairman,*

World Economic Forum –source

« […] Nous devons développer une lecture claire et globale quant à l'impact des technologies sur nos vies et comment elles reconditionnent notre environnement économique, social, culturel et humain ».

« Dans le nouveau monde, ce n'est pas le gros poisson qui mange le petit ; c'est le plus rapide qui mange le plus lent ».



Dr. Tony Wagner, *Expert In Residence at Harvard University's new Innovation Lab-source*

« Aujourd'hui, parce que la connaissance est disponible sur chaque appareil connecté, ce que vous connaissez compte moins que ce que vous pouvez faire avec. La capacité d'innover, la capacité à résoudre des problèmes ou donner naissance à de nouvelles possibilités et les aptitudes telles que la pensée critique, la communication et la collaboration sont de loin plus importantes que les connaissances académiques »

Arianna Huffington, *Chair, President and Editor in Chief, HuffingtonPost—source*

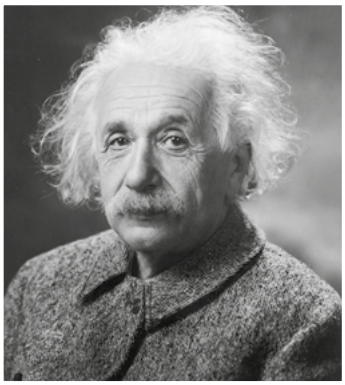
« Quand nous devenons hyper-connectés avec les technologies et déconnectés de nous-mêmes, nous perdons la trace de notre sagesse, de notre bien-être et de notre volonté. Nous devons changer cela. Créez les cultures qui accélèrent ce type de changement ».

David Lacombled, *Digital citizen : Manifeste pour une citoyenneté numérique*

« Les nouvelles technologies offrent de nouvelles voies pour l'expression de cette démocratie. Toutefois, deux menaces guettent : d'une part, l'inégalité des citoyens face au numérique, ce que l'on appelle la fracture numérique; et, d'autre part, le risque lié à l'utilisation de données publiques, ce que l'on appelle l'open data…Jour après jour, il semble donc qu'à travers son accessibilité, sa quasi-exhaustivité, sa gratuité, sa diversité, le numérique offre les garanties d'un paysage culturel idéal ».

Albert EINSTEIN (1879–1955), *Physicien Théoricien Allemand*

« Il est hélas devenu évident aujourd'hui que notre technologie a dépassé notre humanité ».



PAR **JEAN MARCK NYNCEMON**

Rencontres des faitières internationales,

Ce qu'en pensent les participants

A l'issue des travaux qui ont marqué la réunion du bureau de l'UCESIF, le Conseil d'Administration de l'AICESIS et de l'importante atelier sur le numérique, CESEC Magazine a voulu recueillir les impressions de participants venus d'horizons divers. Voici ce qu'ils pensent de l'organisation générale et des contenus des différents travaux.

DIALLO RABIATOU SÉRAH

Présidente du CES de Guinée et Première Vice-Présidente de l'UCESIF

«... Je voudrais me féliciter de ces travaux d'Abidjan, d'autant plus que ces assises se tiennent dans un pays africain, à un moment où notre continent connait de nombreux défis à relever tels la migration, le terrorisme, la lutte contre la pauvreté, etc. Naturellement, notre union qui se veut un outil de coopération s'est approprié ces différentes préoccupations et nous avons pu faire des propositions très intéressantes qui seront validées lors de la prochaine assemblée. Concrètement, vous savez que cette réunion se tient à la veille du 8 Mars qui célèbre la Femme! Donc il a d'abord été question du statut de la Femme qui doit prendre plus de

place et d'initiatives décisionnelles dans la société moderne. En outre, nous avons discuté de l'opportunité de renforcer le dialogue social qui est indispensable à la cohésion et la stabilité sociales, sans oublier la délicate question de l'emploi décent pour les jeunes dont la résolution va réduire sérieusement les fléaux dû à la désintégration de nos sociétés. Finalement, nous avons échangé sur les voies et moyens nécessaires à la construction d'une société civile forte. Maintenant, le challenge pour l'Union réside dans sa capacité à pouvoir mettre effectivement en œuvre ces résolutions tant au niveau du réseau francophone qu'au niveau des états membres pris individuellement, et même plus loin sur d'autres tribunes du monde » ■

SAMIRA AZARBA

Administrateur de l'AICESIS

«... A l'AICESIS, il est majoritairement promu et développé une forme spécifique de gouvernance : l'administration digitalisée ou la collaboration resautée. Tenez par exemple : le quartier général de l'AICESIS est situé à Bruxelles, le secrétaire général est à Madrid et moi l'administratrice je vis à Dubaï. Ce faisant, dans le cadre des préparatifs des présentes assises, nous avons étroitement et intensément travaillé avec nos amis ivoiriens via internet. La méthodologie adoptée est que toutes les semaines, nous faisions le point par vidéoconférence grâce à Skype. Ainsi chaque équipe a travaillé de son côté et grâce à internet, nous avons mis tout cela ensemble après pratiquement quarante jours de travaux en réseau. Dès lors, avec ses soixante-douze membres à travers le monde entier, l'AICESIS qui travaille depuis longtemps déjà de façon numérique est bien placée pour témoigner de la réalité de l'impact du digital sur les modes nouveaux d'administration et de gestion. Et chez nous, les principaux outils utilisés sont le site web, le mail et la vidéoconférence. Seulement deux ou trois rencontres physiques sont nécessaires pour toute une année.

Cela dit, nonobstant ses nombreux points bénéfiques, la collaboration digitale présente hélas des contraintes importantes que sont les inégalités numériques, les décalages horaires et surtout les défauts de la connexion internet » ■

BLA NADINE Epse GUERET

Conseillère économique sociale environnementale et culturelle ivoirienne, chef d'entreprise

«... Je suis, en tant qu'ivoirienne, totalement fière du repositionnement international de mon pays la Côte d'Ivoire, obtenu grâce aux efforts du Président de la République SEM Alassane OUATTARA. Aussi, ma qualité de membre du CESEC me rend-t-elle d'autant plus comblée que notre institution va de challenges en succès, à l'image de cet important rendez-vous donné à nos pairs venus de vingt-cinq (25) pays, ici chez nous. En sus, tous s'accordent à saluer aussi bien l'opportunité des thèmes débattus, la qualité de l'organisation et enfin le mérite des personnalités ivoiriennes conviées autour de cet évènement ; cela est pour moi un motif supplémentaire de satisfaction et de fierté. Voyez-vous, en tant que Chambre consultative, nous avons un rôle extrêmement important qui s'étend à tous les sujets majeurs traitant de l'intérêt national. Et justement, la maturité digitale de notre pays abrite des enjeux de croissance et d'autonomisation économiques, de sécurité environnementale et territoriale, de création d'emplois décents pour les jeunes, etc. Face donc aux défis, opportunités et enjeux soulevés par un tel débat de fond, le Conseil Economique, Social Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire s'est obligé à prendre toute la place qui est la sienne, à travers la réflexion concertée soutenue par des propositions concrètes à impacts visibles et faciles à réaliser. Tel est le sens de l'engagement du Président Charles Koffi DIBY qui reçoit ses pairs du monde entier ici à Abidjan.

Par ailleurs, la riche contribution du Ministre Bruno Nabagné KONE nous a clairement édifiés quant au grand intérêt que porte l'Exécutif ivoirien à l'essor de l'économie numérique et des bénéfices économiques, sociaux et culturels. Ce ne fut pas un exposé uniquement esthétique et fouillé, mais également objectif et réaliste. Cette intervention ressort de façon équilibrée les avantages et les défis de la digitalisation des sociétés. Quoi qu'il en soit, la digitalisation est une «civilisation» nouvelle qui a fortement intégré le business entrepreneurial et en a considérablement influencé le management. Ainsi, à Capital Connect, une entreprise spécialisée dans la gestion des voyages d'affaires, le tourisme et l'évènementiel créée en 2006, j'ai intégré en tant que chef d'entreprise, avec mes équipes la dynamique digitale il y a deux ans. Heureusement, ce choix stratégique qui a favorisé notre développement a totalement transformé nos pratiques et procédures, depuis la prospection jusqu'à l'administration en passant par le service complet au client. Quel que puisse être le secteur d'activités, il faut nécessairement migrer vers la digitalisation, voire se l'approprier et non pas la subir, pour en capitaliser les opportunités jusqu'ici insoupçonnées. Il nous faut aussi bien pour les Etats que pour le monde de l'entreprise, repenser les modèles économiques et de développement, tout en y intégrant la dimension e-génération» ■

Lisez CESEC Magazine,

Le trimestriel du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel

CAROLE COUVERT

Vice-présidente du Conseil Economique et Environnemental de France

«... C'est une magnifique initiative de votre président d'organiser ces rencontres ici à Abidjan pour permettre à l'AICESIS qui compte près de soixante-dix membres, de débattre des conséquences du numérique pour l'avenir de l'humanité. C'est un sujet central, car aucun pays au monde ne peut regarder cette révolution et affirmer ne pas en être concerné. Et je crois surtout qu'il faut appréhender le digital non pas avec crainte, pas plus comme un inconvénient mais plutôt comme une opportunité et un défi qui nous permettra à la fois d'évoluer et de revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire «l'Homme». Face au digital, notre défi est de faire en sorte que le développement des entreprises puisse tenir compte sinon protéger, voire préserver le bien-être social. Bref, c'est un changement de paradigmes qui doit être pensé en positif.

A ce stade, il convient de révéler que la société civile organisée qui finalement compose le conseil économique et social dans chaque pays est inquiète par rapport aux impacts du numérique. On n'arrête pas de dire que dans dix ou vingt ans, 50% des emplois auront disparu. Et légitimement, chacun espère de l'anticipation de sorte à préparer sa reconversion au cas où son métier venait à disparaitre. Quant aux chefs d'entreprises, ils s'inquiètent de savoir quel sera le coût supplémentaire ou bénéfice sur leurs affaires. Il était donc fondamental que l'ensemble des Conseils s'en empare et que l'AICESIS mette un coup de projecteur pendant les deux années à venir sur le sujet, qui devra guider par ailleurs, la mandature roumaine 2017-2019 à la tête de la faitière. Au-delà, cette thématique pourra probablement accompagner voire orienter les différents travaux de l'AICESIS sur les cinq ou dix années à venir. Maintenant, pour faire appliquer effectivement nos positions communes, il nous faut utiliser tous les canaux possibles : d'abord relayer celles-ci auprès des membres propres, de sorte que ces derniers en fassent un large écho auprès de leurs gouvernements respectifs. Ensuite, les conseils doivent spontanément candidater à l'effet d'organiser les réunions de la faitière. En cela, voudriez-vous me permettre de féliciter et dire toute mon admiration à Monsieur le Président Charles Koffi DIBY, pour son haut sens politique. Le numérique permettra à l'Afrique de faire un saut de générations, c'est l'avenir de l'Afrique. En somme, nous repartons très satisfaite de ces travaux d'Abidjan réussis en tous points de vue. Je vous l'avoue, la France qui organisera les prochains Conseil d'Administration et Assemblée Générale en septembre, n'hésitera pas à s'inspirer fortement de votre modèle d'organisation. Merci et profond respect à tous ici au CESEC» ■

Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires Africaines **(UCESA)**

DATE DE CREATION
25 novembre 1994

LIEU DE CREATION
Abidjan (Côte d'Ivoire)

OBJET
promouvoir les échanges, le partenariat et la solidarité entre les Institutions africaines.

COMPOSITION
20 membres

ORGANES
- Assemblée Générale
- Bureau (Président, 4 Vice-présidents, Secrétaire Général)

Acteurs participants

CE QU'ILS ONT DIT

Les discours prononcés à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'Atelier de l'AICESIS sur le thème :

« l'Impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité »

PAR **ÉDITH BÉDIÉ & NADÈGE YÉO**

M. Charles Koffi DIBY,

Président du Conseil Economique Social, environnemental et Culturel

Monsieur Iacob BACIU, Président du Conseil Economique et Social de Roumanie, Président en exercice de l'AICESIS ;

Madame et Messieurs les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux, membres de l'AICESIS ;

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, chefs de mission accrédités en Côte d'Ivoire ;

Madame la Représentante de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ;

Mesdames et Messieurs, les Chefs de délégations de Conseils Economiques et Sociaux, membres de l'AICESIS ;

Mesdames et Messieurs les Conseillers Economiques, Sociaux, Environnementaux et Culturels ;

Honorables invités ;

Chers amis de la Presse ;

Mesdames et Messieurs ;

Je voudrais avant tout propos, que nous marquions un temps de silence, en hommage aux récentes victimes des attentats qui se sont déroulés au Burkina Faso le 3 Mars dernier. (Minute de silence).
Je vous prie, Monsieur le Président, Moïse NAPON, de bien vouloir transmettre au Président de la

République, au Premier Ministre, aux membres du Gouvernement et au peuple frère Burkinabè, la compassion et la solidarité de notre Institution.

Toutefois, c'est un immense honneur pour le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire, de recevoir chacune et à chacun ici présents, et à vous tous qui avez fait le déplacement à Abidjan, de vous souhaiter la cordiale bienvenue dans notre pays.

Notre Institution est heureuse et fièrede vous accueillir dans le cadre des activités inaugurales de la nouvelle mandature de **l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires (AICESIS)**.

Je profite, également de l'occasion qui m'est offerte, ce jour de célébration de la journée Internationale des Droits de femmes, pour louer le dynamisme, l'intelligence, la beauté et la grâce de toutes les femmes.

Mesdames et messieurs,
A l'occasion de l'Assemblée Générale de notre faitière, qui s'est tenue à Saint Domingue dans le mois de septembre 2017, nous avons renouvelé nos différents organes, en l'occurrence, la Présidence, le Conseil d'Administration et le Secrétariat Général.
Je voudrais, encore une fois, réitérer mes vives félicitations à Monsieur **Iacob BACIU**, Président du Conseil Economique et Social de Roumanie et nouveau Président de l'AICESIS, pour sa brillante élection à la tête de notre Association.

Monsieur le Président,
Depuis votre élection, vous avez pris la pleine mesure de la tâche qui vous attend. Le contenu de ***« La feuille de route »*** que vous proposez pour la période 2017-2019, qui fera l'objet d'échanges, livre éloquemment l'empreinte dont vous voulez marquer votre présidence. Les vastes chantiers, que nous ouvrons sous votre conduite, permettront, à n'en point douter à notre Organisation d'apporter sa contribution aux politiques et aux actions de développement de nos différents pays.

Je voudrais féliciter, également, tous les nouveaux membres du Conseil d'Administration de notre faitière. Mes félicitations s'adressent aussi aux Vice-secrétaires généraux de la nouvelle mandature.
Je ne manque surtout pas de saluer l'Organisation International du Travail, pour le partenariat fructueux et l'appui inestimable apportés dans le cadre de nos réflexions.

Mesdames et Messieurs,
Permettez-moi d'adresser mes profonds et sincères remerciements au Président **Iacob BACIU**, ainsi qu'aux membres de notre Organisation, qui ont bien voulu désigner notre Institution au cours de la dernière Assemblée Générale, aux fins d'abriter les premières rencontres de cette mandature. Ce choix porté sur notre pays est un gage de confiance et de considération.

En confiant à notre Institution l'organisation des premières activités de cette mandature, nous y voyons d'abord et avant tout, la reconnaissance de tous les efforts déployés par **le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, afin de permettre à la Côte d'Ivoire de jouer le rôle qui est le sien dans le concert des Nations.

La Côte d'Ivoire en moins d'une décennie, a consolidé les fondamentaux d'un Etat démocratique, moderne et prospère.

Je voudrais prendre pour repère, le récent bilan de la vie économique et sociale dressé par le **Premier Ministre ivoirien, Monsieur Amadou GON COULIBALY**, le mercredi 14 février dernier.

Ce bilan met en évidence, sur la base de données objectives et réalisables, les excellentes perspectives d'une croissance soutenue et inclusive pour notre pays.

En effet, les efforts consentis par le Gouvernement sont des mesures prises dans le cadre du renforcement de l'Etat de droit et de la démocratie, ainsi que de nombreux investissements réalisés dans des domaines divers tels que la santé, l'éducation, la protection sociale, l'emploi des jeunes, l'autonomisation de la femme. Ces réformes ont été réalisées sous la conduite du **Président de la République, Son Excellence Alassane OUATTARA**.

Je voudrais relever l'embellie économique que connaît notre pays, grâce à l'accélération de la transformation structurelle de notre économie, à l'amélioration de l'environnement des affaires, aux nombreux investissements dans les infrastructures économiques.

Ces initiatives prises, à l'effet de rendre notre économie de plus en plus compétitive, ont permis à la Côte d'Ivoire de réaliser un taux de croissance soutenu sur les sept (7) dernières années, à plus de 8%, en moyenne.

Enfin, l'offensive diplomatique du **Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA** vaut à notre pays d'avoir la confiance de la communauté internationale.

Mesdames et Messieurs,
Je voudrais saluer, à ce stade de mon propos, tous les pays frères et amis qui nous témoignent leur confiance, qui nous soutiennent et nous accompagnent afin de pouvoir relever les multiples défis qui s'imposent à notre pays.
Dans ce cadre, il me plait de relever et de me féliciter de l'organisation de grandes rencontres internationales, notamment, le 5è Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique et de l'Union Européenne, qui s'est tenu ici en novembre 2017, montre bien le crédit accordé à notre pays.
Il en va de même pour le poste de membre non permanent accordé à la Côte d'Ivoire depuis le 02 juin de l'année dernière, au Conseil de sécurité de l'ONU. La tenue des présentes assises de l'AICESIS en est, pour l'occasion, une illustration.

Mesdames et Messieurs,
Notre présence significative, en ce jour, révèle bien notre volonté commune de renforcer les acquis de notre faitière et de déterminer les orientations nécessaires pour son développement, afin de répondre efficacement aux attentes de nos gouvernants et de nos peuples.

Les différentes activités menées ont permis d'atteindre des résultats appréciables ces dernières années.

Ces résultats s'entrevoient dans le renforcement des capacités des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires et dans l'amélioration de leur impact sur la vie socio-économique des Etats.

C'est en cela que je voudrais, déjà, me féliciter du thème principal retenu, pour la période 2017-2019, portant sur : **« l'impact du numérique sur l'avenir de l'humanité »**. Le Choix de ce thème n'est pas fortuit. Il repose sur une réalité qui s'impose de façon inéluctable à tous les Etats.

Notre civilisation est en voie, si ce n'est déjà fait, d'être transformée profondément par l'avancée technologique et numérique.

Il était temps que nos Assemblées consultatives se saisissent de cette problématique à l'effet de mener des réflexions approfondies et d'apporter leurs contributions pour une meilleure appréhension de cette réalité.
Monsieur le Président de l'AICESIS, Madame et Messieurs les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Economiques et Sociaux,

Mesdames et Messieurs,
Beaucoup reste à faire et c'est ensemble que nous devons œuvrer à relever les défis majeurs qui s'imposent à nous, et qui nous rendrons fiers de notre faitière.

C'est le moment pour moi de souhaiter Akwaba à vous tous qui êtes venus, souvent de très loin. Il s'agit notamment de :

Madame Rabiatou Serah DIALLO, Présidente du CES de Guinée et sa délégation ;

Monsieur Tabé GBIAN, Président du CES du Bénin et sa délégation ;

Monsieur Moïse NAPON, Président du CES du Burkina Faso et sa délégation;

Monsieur Jean-Pierre KIWAKANA, Président du CES de République Démocratique du Congo et sa délégation ;

Madame Carole COUVERT, Vice-Présidente du CESE de France et sa délégation ;

Monsieur Georges VERNIKOS, Président du CES de Grèce ;

Monsieur M'BERIK Achour, Vice-Président du CES de Mauritanie ;

Mesdames et Messieurs, les Chefs et membres des délégations d'Algérie, d'Arménie, du Brésil, de la Chine, de la Corée du Sud, de Curaçao, d'Espagne, du Mali, du Maroc, de République Dominicaine, de Russie, du Sénégal ;

Monsieur Francisco GONZALEZ DE LENA, Secrétaire Général de l'AICESIS et sa délégation ;

Je voudrais également saluer le Président du Conseil Economique Social et Culturel (CESC) du Mali, **le Docteur HAÏDARA Boulkassoum**, Président en exercice de **l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA)**, qui empêché a bien voulu nous donner mandat, aux fins de parler au nom de l'UCESA durant nos travaux.

Encore une fois, bon séjour en Côte d'Ivoire, à toutes les délégations.

J'émets le vœu de voir nos travaux être couronnés de succès.

Merci pour votre aimable attention ■

Iacob BACIU

Président de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et gouvernements membres de la Francophonie (UCESIF) et de l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires (AICESIS)

Monsieur le Président du CESE de Côte d'Ivoire,

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais remercier nos hôtes et le Président du CESE de Côte d'Ivoire pour les efforts déployés dans l'organisation de cet événement et pour son message de bienvenue.

Je suis honoré d'être ici aujourd'hui avec vous et de participer à ce premier atelier sur la révolution numérique, un thème lancé à Saint Domingue à l'occasion de l'accession du CES de Roumanie à la présidence de l'AICESIS.

La révolution numérique - le thème lancé il y a quelques mois - a suscité de plus en plus l'intérêt de décideurs économiques et politiques ainsi que du secteur social.

Les progrès technologiques enregistrés au cours du dernier demi-siècle impactent notre existence jour après jour. De plus en plus de résultats de l'innovation

se substituent aux activités humaines, de plus en plus de métiers, pratiqués il n'y a pas longtemps par les humains, sont maintenant exécutés par des robots ou des ordinateurs.

La révolution industrielle qui a commencé à la fin du dix-huitième siècle et dans les premières décennies du dix-neuvième siècle en Angleterre est née du désir de produire plus à moindre coût. Depuis lors, l'homme a été capable de développer de nouvelles technologies pour soutenir la production de masse.

Dans l'industrie de l'automobile, il n'y a pas de grande production en série qui ne soit pas exécutée plus de 90% par les robots industriels. Dans l'industrie alimentaire, le processus technologique est essentiellement automatisé, les processus de dosage et de traitement des matières premières sont pris en charge par les machines. Les machines et les ordinateurs sont devenus indispensables pour l'activité humaine dans n'importe quel domaine d'activité.

Cette révolution numérique dont nous avons été témoins depuis plus de 50 ans a révolutionné non seulement l'industrie des biens mais aussi les autres composantes de nos vies.

Ainsi, il y a eu et il y a encore des changements significatifs dans la structure des qualifications. Beaucoup d'emplois qui existaient hier ont dû évoluer ou ont complètement disparu, la place des gens étant prise par les machines.

La technologie que nous utilisons aujourd'hui diffère beaucoup de la technologie que nous utilisions il y a quelques années. Les voitures que nous utilisons sont équipées de plus en plus de systèmes de sécurité qui nous aident à conduire la voiture.

On parle déjà de voitures autonomes. Dans ces conditions, nos compétences de conduite sont pratiquement réduites, et avec l'émergence de machines autonomes, les compétences humaines dans le maniement disparaissent complètement.

Le rôle des caissiers de supermarché est pris en charge par les scanners automatiques et le paiement est effectué avec la carte ou le téléphone mobile.

Le commerce en ligne devient de plus en plus utilisé, pratiqué.

Les problèmes mathématiques complexes sont résolus par les ordinateurs, nous commençons à perdre l'habitude d'écrire avec le stylo sur papier et nous utilisons de plus en plus les ordinateurs; même dans le monde de l'art, les œuvres numériques sont de plus en plus perçues comme étant présentes; en design, en architecture, le design utilise presque exclusivement l'ordinateur.

Voici comment, d'une part, la numérisation nous facilite le travail, mais d'autre part, elle nous fait sortir de nos compétences manuelles et de plus en plus de notre créativité ou de nos capacités de réflexion.

Y a-t-il un danger réel que la numérisation aggrave les écarts entre les régions géographiques et entre les États riches et pauvres?

L'aspect du développement économique crée dès le départ un avantage pour les pays développés, par la possibilité de financer des projets destinés à développer le domaine de l'informatique.

Un autre aspect très important de la numérisation est le progrès dans le domaine des armes. La guerre moderne ne va pas avec les chars et les troupes d'infanterie, mais le bombardement est commandé à distance, au simple toucher d'un bouton.

Dans le même temps, on peut dire que les cyberattaques déstabilisent les économies nationales.

A quel point est-ce dangereux de ce point de vue?

Comment les décideurs sont-ils responsables de ces nouveaux défis?

Comment le monde va-t-il montrer du point de vue économique, social, politique, éducatif, culturel dans un futur proche?

Il y a tellement de questions auxquelles il faut essayer de trouver des réponses dans un avenir proche.

Nos différentes rencontres nous aideront à approfondir cette réflexion et proposer nos recommandations à os dirigeants.

Bons travaux, Je vous remercie ■

M. Bruno Nabagné KONE,

Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste, Parole du Gouvernement

Monsieur le Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire ;

Monsieur le Président de l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires ;

Mesdames, Messieurs les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux membres de l'AICESIS ;

Excellence mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;

Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations Distingués invités ;

Chers amis de la presse ;

Mesdames / Messieurs ;

Je voudrais, à l'entame de mon propos, souhaiter au nom du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Amadou GON COULIBALY, la cordiale bienvenue à tous les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires qui nous honorent par leur présence dans notre pays.

Akwaba à vous ainsi qu'à toutes les délégations des Assemblées Consultatives, membres de cet important organisme de coopération et à toutes les structures partenaires de cette Association.

J'espère que votre séjour en terre ivoirienne est utile et que depuis votre arrivée, vous faites l'heureuse expérience de l'hospitalité ivoirienne qui, du reste, est l'un des traits caractéristiques de notre pays.

M. le Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire,

Permettez-moi, en cette occasion, de vous exprimer mon admiration pour ce que vous êtes, pour vos actions et vos réalisations à tous les postes que vous avez occupés dans notre pays, ainsi que pour l'excellent travail accompli par l'Assemblée Consultative que vous présidez. Vous êtes une personnalité très respectée de la vie économique et politique de notre pays et c'est chaque fois, avec honneur et plaisir que nous échangeons avec vous, et c'est avec empressement que nous avons répondu favorablement à votre invitation à participer à cet atelier.

Monsieur le Président Iacob BACIU,

Permettez-moi, au nom du Premier Ministre et en mon nom personnel, de vous adresser les félicitations du Gouvernement ivoirien pour votre désignation à la tête de l'AICESIS. Ces félicitations s'étendent aux membres du Conseil d'Administration de cette faitière mondiale.

Je forme le vœu que la présente mandature permette à cette importante organisation et aux Etats membres, de relever les grands défis de notre temps, en contribuant à la mise en œuvre dans

nos pays, de politiques économiques et sociales pertinentes, au service de l'homme.

Mesdames et Messieurs,

L'importance du rôle que jouent les Conseils Economiques et Sociaux dans nos pays ne fait l'ombre d'aucun doute.

En effet, nos Assemblées consultatives contribuent grandement à une meilleure perception de la vie économique et sociale de nos Etats.

Elles ont l'avantage, de par leur constitution, d'avoir une vision synoptique et une approche transversale sur les réelles préoccupations à la fois de nos Etats et de nos populations.

Nous vous félicitons pour le soutien et pour l'accompagnement que vous apportez à nos Gouvernements respectifs et avons bien conscience que pour être efficaces dans ce rôle, vous avez besoin d'avoir une vue à 360° sur votre environnement, une connaissance, la plus fidèle possible, de ce que vivent vos concitoyens.

C'est pour cela que nous n'avons aucunement hésité à répondre positivement à votre invitation à venir ici vous entretenir sur un sujet relevant de notre compétence ministérielle.

Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement honoré de prendre la parole devant vous, ce jour et de participer à cet Atelier d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques sur le thème : « l'impact du numérique sur l'avenir de l'humanité ».

Je salue le choix de cette thématique, qui est parfaitement d'actualité, qui au centre de la vie de nos concitoyens, qui est au centre de la marche de nos Etats, qui met en rapport l'impact de la révolution numérique et le futur de notre humanité. Par ce thème, vous démontrez que nos Assemblées consultatives sont pleinement en phase avec les exigences sociétales de notre temps, qu'elles ont pris toute la mesure des défis et des enjeux qui en découlent, et que dans le même temps, elles se soucient des futures générations et du monde de demain. Les différents axes autour desquels s'articuleront vos réflexions au cours des prochaines sessions, montrent bien l'étendue et la variété des aspects impactés par la révolution numérique, sujet plus que jamais transversal.

Notre présent est déjà très fortement marqué par le numérique, qui se retrouve à toutes les étapes de notre vie, dans la production, dans le divertissement, dans les relations personnelles, dans la gouvernance des Etats, etc.

Le futur de nos Nations et nos existences individuelles sont de ce fait, fortement tributaires du rôle que nous, gouvernants, seront en mesure de faire jouer aux Technologies de l'Information et de la Communication.

Le numérique **a la particularité** d'accélérer la marche de nos pays, d'intensifier la production de biens, de faciliter le stockage, le tri et le traitement de données, de fiabiliser les processus, de supprimer les distances et d'ouvrir nos marchés, de réduire la corruption par la limitation de l'intervention humaine, de réduire les coûts budgétaires, de modifier notre façon de travailler, de plus en plus basée sur le partage et la collaboration, de faciliter le traitement et la circulation de l'information, etc.
L'instantanéité, la vitesse et la viralité de la circulation de l'information a transformé notre planète en un village, ce qui présente des avantages incontestables, mais également, des difficultés et des défis sur lesquels nous reviendrons plus tard.

De fait, cette révolution a une influence considérable, puisqu'elle agit sur les processus de conception, de production, de commercialisation, de communication, de transmission du savoir, de socialisation, de production de la richesse et de la croissance, donc, sur les processus conduisant à l'amélioration des conditions de vie de nos populations et sur ceux qui mesurent l'action de nos Gouvernements.

Dans le passé, deux inventions ont profondément modifié la culture et la transmission du savoir : il s'agit de l'écriture et de l'imprimerie.
Aujourd'hui une nouvelle invention révolutionne le savoir et les liens sociétaux. C'est le numérique.

Mesdames et Messieurs,

La marche et la dynamique dans laquelle le numérique et les TIC s'inscrivent est irréversible. C'est donc à nous de créer les conditions de notre adaptation à leur présence, c'est à nous de nous les approprier, pour en tirer le meilleur bénéfice ou pour en réduire l'impact négatif éventuel.

Pour les Etats africains en particulier, je dirai sans

ambages que la révolution numérique est une aubaine, une source de transformation quantitative et qualitative, une opportunité réelle pour rattraper une partie du retard accusé par rapport aux autres continents qui ont su, mieux que l'Afrique (pour diverses raisons sur lesquelles il est difficile de s'étendre ici), capitaliser sur les bénéfices des précédentes révolutions (imprimerie, agriculture, industrie).

Mais si l'Afrique, à certains égards, semble accuser un retard par rapport au reste du monde, nous notons avec une certaine satisfaction, qu'elle n'est pas complètement en marge de la mouvance mondiale en cours.
L'Afrique participe à sa façon à la révolution numérique en cours ;

- d'abord, elle a bouleversé les codes en ce qui concerne les étapes de maturité d'un marché des télécommunications (passage de 1% de téléphonie fixe à 70% en moyenne et à 100% de taux de pénétration de la téléphonie mobile dans un grand nombre de pays) ;

- l'Afrique a démocratisé le téléphone mobile, prévu au départ pour une clientèle aisée et un marché de niche ;

- un grand nombre d'applications viennent d'Afrique ou sont prioritairement conçues pour ce continent, pour compenser le manque ou la faiblesse des infrastructures physiques (enseignement à distance, eSanté, mobile payment /mPesa…), confirmant ainsi le dicton qui dit que ''Quand on n'a pas les moyens de construire des routes, c'est le bon moment pour construire des autoroutes de l'information et de la Communication.

Aujourd'hui, l'Afrique prend sa part dans le développement du transfert d'argent électronique, dans le big data, dans l'internet des objets, en privilégiant notamment les innovations qui simplifient et améliorent la vie des populations.
En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, le Président Alassane OUATTARA a décidé de faire de l'économie numérique une priorité dans la marche de notre pays vers l'émergence à l'horizon 2020.
Dans son adresse à l'ouverture de la 5e édition du Forum des marchés émergents qui s'est tenue à Abidjan en Mars 2017, le Président de la République disait et je cite :

« Dans 40 ans, la révolution des sciences et de la technologie…transformeront profondément nos modes de vie et nos économies. Pourtant, c'est ce futur qu'il nous faut imaginer et anticiper aujourd'hui afin de nous y préparer. Pour ce faire, nous devons accroître les efforts déjà entrepris par nos économies dans de nombreux domaines, avec un accent tout particulier sur la préparation de nos jeunes générations grâce à un système éducatif de qualité exceptionnelle (adapté aux nouveaux enjeux). ». Fin de citation.

Plus récemment, à l'occasion de son message à la Nation du nouvel an 2018, le Président de la République ajoutait ceci :

''J'ai…demandé au Gouvernement d'accorder une attention toute particulière à l'Economie Numérique, en raison de son poids économique, mais surtout, pour sa capacité à accélérer notre développement, à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens et à créer des opportunités d'emplois pour notre jeunesse.
J'invite notre jeunesse à s'intéresser à ces technologies qui lui offrent les moyens de se former, de se prendre en charge et de compétir à armes égales avec
les autres jeunes du monde sur un marché du numérique qui se globalise de plus en plus.''

Mesdames et Messieurs

Ces deux déclarations du Président Alassane OUATTARA résument bien la vision qui conduit l'action que nous menons en Côte d'Ivoire dans le cadre du développement du numérique.

Les nombreux défis actuels et futurs auxquels notre continent fait face, dont le réchauffement climatique, la rareté d'une énergie abondante et de bonne qualité (renouvelable), les problèmes de santé, la faiblesse de l'industrialisation, la faiblesse et l'inadaptation de la formation, le manque d'emplois pour les jeunes, etc. ne pourront trouver une solution efficace sans un apport significatif des TIC.

En Côte d'Ivoire, cette vision s'est traduite par la mise en œuvre depuis 2011, d'une stratégie relativement cohérente et ambitieuse, bâtie autour des grands axes suivants ;

1- la mise en place d'un environnement règlementaire propice, sécurisant pour les investisseurs et rassurant pour les utilisateurs (lois Cadre du secteur, transactions électroniques, cyber sécurité, protection des données personnelles,

d'orientation sur la société de l'information…).
A travers cette dernière loi, l'accès à l'internet a été érigé en besoin fondamental pour le citoyen ivoirien, et il appartient à l'Etat de veiller au respect de cette disposition.

2- le développement de la connectivité (3G, 4G, RNHD-FO de 7000 Km, Câbles sous-marins…) ; En 2019, l'accès au haut débit sera possible quasiment en tous points du territoire ivoirien, à travers notamment la connexion de 5000 points d'accès à Abidjan et surtout à l'intérieur du pays.

3- la facilitation de l'accessibilité (défiscalisation, cyber centres communautaires…);

4- la promotion du contenu (local et créateur de valeur…).A ce niveau, j'aimerai relever le fait que nos Etats doivent ici jouer leur partition. L'Etat doit impulser et montrer l'exemple, en numérisant les services qu'il rend aux populations. Ici, une quarantaine de services ont été numérisés en 2017 et nous avons l'ambition d'en numériser plus de 300 au plus tard en 2020 **(lancement de projets sectoriels eGouv, eEducation, eSanté, eFinance, eJustice, eFoncier, eAgriculture, etc)** .

L'objectif est de fournir des services publics plus performants, de créer plus de proximité avec les populations, d'encourager la participation citoyenne aux processus de décision, de créer plus de transparence dans l'action de l'Etat, de réduire les coûts, etc.

5- la formation de ressources humaines en quantité et en qualité pour couvrir tous les champs de l'écosystème (construction de réseaux, assistance aux utilisateurs, formation, sécurité, exploitation, production de contenus digitaux, blogs…).
En 6 ans, nous pouvons affirmer que notre pays a connu une véritable transformation par le digital.
Les quelques évolutions suivantes le démontrent :

- au niveau de la téléphonie, la CI est passée de 16 M d'abonnés en 2011 à + de 30M d'abonnés fin 2017 (pour une population de 25 millions d'habitants);
Le nombre d'internautes est passé de 200.000 en 2011 à 17 millions en 2017 ;
- à ce jour, 10 M d'abonnés utilisent les solutions de paiement mobile ou de transfert d'argent, pour un niveau de transactions par jour d'environ 17 milliards de FCFA (env. 25 millions d'euros) ;
- nous notons la création de plusieurs milliers d'emplois dans des métiers nouveaux, qui n'auraient pas existé sans le numérique (centres d'appels, commerce électronique, transfert d'argent, sécurité informatique, construction de réseaux, blogs, marketing digital…).

Dans le même temps, les classements internationaux de la Côte d'Ivoire ont connu des bonds en avant spectaculaires que nous pouvons résumer par l'indice de développement des TIC de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), qui a vu notre pays progresser de 36 places entre 2014 et 2017 et se placer désormais au 9ème rang Africain.

Mesdames et Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs,

Au cours des sessions de cet après-midi, vous aurez sans doute des présentations et des échanges plus détaillés sur les initiatives du Gouvernement ivoirien dans le cadre du développement de l'économie numérique.

Mais avant cela, permettez-moi de partager avec vous quelques observations relatives à un certain nombre de défis liés au progrès du numérique.
Bien que l'évolution du numérique soit irréversible, et que les opportunités soient innombrables, nous devons savoir que tout n'est pas parfait, qu'il n'y a pas que des avantages, qu'il y a des dangers, des risques auxquels nous pouvons être exposés à travers ces technologies, de façon justement, à mieux nous organiser pour y faire face.
Ces défis sont, entre autres :

- la nécessité d'adapter constamment **nos cadres législatifs et normatifs** à l'évolution technologique. Nous pensons en particulier au droit du travail (qui a du mal à s'adapter face au phénomène de l'ubérisation d'un certain nombre de services, de la législation de nos banques centrales qui peinent à prendre en compte les évolutions dans ce domaine (transferts d'argent, blockchain, crypto monnaies…), la préservation des libertés individuelles (surveillance, données disponibles partout…), etc.

- les risques liés à la **cyber sécurité** et la nécessité de sécuriser les transactions, fragilités liées à l'interconnexion des réseaux et systèmes et au besoin de simplifier les usages pour les consommateurs ;

- l'inclusion de toutes les populations à cette révolution (illettrées, handicapées, pauvres, etc.) ;

- les fake news (qui peuvent aller jusqu'à influencer

la marche et menacer l'équilibre politique des Etats.
- l'évolution des **emplois** ; 50% des emplois actuels auront disparu dans les 5-10 ans et 80% des emplois de demain exigeront un minimum de connaissance en TIC (Banque et finance, assurances, enseignement, sécurité, agriculture, etc.

Nous notons l'UBERISATION inéluctable de certains métiers (location de logements, partage de véhicules, habits d'apparat et costumes, robes de mariées, livres…) et le fait que les prochaines décennies seront caractérisées par le passage de plus en plus marqué d'une société d'accumulation et de possession vers une société de consommation, ou le consommateur ne voudra plus payer que pour l'usage éphémère d'un bien.

Nous allons vers une Société du partage (de l'usage mais également du coût).

- l'intensification des **usages** (**addiction** aux réseaux sociaux, quantité d'information disponible et consommable…) ;

- le défi **politique** et l'évolution de la **démocratie** (l'organisation des élections sera de moins en moins sujette à l'action humaine, contrôle permanent par les électeurs, factchecks (vérification d'une information dès sa publication, comparaison/ benchmarks en quelques clics, campagnes électorales par les RS…), épreuve de l'action passée pour les dirigeants et candidats à des fonctions publiques (propos tenus, actes posés…);

- **pour les pays africains**, nous ajouterons le défi de disposer rapidement d'un véritable **savoir-faire et de compétences** dans les technologies du numérique.

Nos Etats devront (ne peuvent) pas se contenter de copier et de consommer du contenu produit ailleurs, mais doivent devenir fournisseurs de solutions utilisables ailleurs dans le monde.

Nos pays doivent pour cela, former des compétences propres, et travailler prioritairement sur des problématiques locales et des enjeux du quotidien de leurs populations.

Mesdames et Messieurs,

Les thématiques que vous avez choisi de traiter à l'occasion de cet atelier sont vastes et diverses, selon la situation de nos pays. Je pense toutefois que nous nous retrouvons sur au moins deux points ; l'intérêt du numérique pour nos populations et la nécessité pour nos Gouvernements en cette matière, d'avoir une action pertinente et impactante.
C'est pourquoi les Gouvernements de nos pays respectifs ont l'obligation de créer immédiatement un environnement permettant le développement le plus harmonieux possible du numérique, sur la base des cinq axes présentés tout à l'heure (environnement règlementaire, connectivité, accessibilité, contenu, formation et capacités humaines).

Nous attendons beaucoup du présent atelier et de vos travaux qui, par le partage d'expérience qu'ils permettent, aideront chacun de nos pays à faire des avancées encore plus importantes dans le domaine du numérique.

Pour notre part, il n'y a pas de doute, le futur de l'humanité sera de plus en plus impacté par le numérique.

L'ayant dit, j'ajouterai que le Numérique est une chance pour nos pays, en particulier pour ceux en voie de développement et peut être un catalyseur et un parfait accélérateur de la marche de ces derniers vers l'émergence.

Pour les pays développés, l'empreinte du numérique sera sans doute encore plus importante, même si l'on observe par ci, par-là une envie, quelques fois, une volonté, de temps en temps, des actes pour un retour à la vraie nature, au bio (production biologique).

Mesdames et Messieurs

C'est sur cette note qui laisse une certaine ouverture à notre thème du jour, que je voudrais vous dire mes encouragements et vous souhaiter de fructueux travaux.

Je vous remercie pour aimable attention ■

M. Stéphane Regnier ONDOMAT

Conseiller Economique, Social Environnemental et Culturel (Côte d'Ivoire)

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CONSEILS ECONOMIQUES ET SOCIAUX ET INSTITUTIONS SIMILAIRES

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ATELIER DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CONSEILS ECONOMIQUES ET SOCIAUX ET INSTITUTIONS SIMILAIRES (AICESIS)

COMMUNIQUE FINAL

8-9 Mars 2018

1. Les 8 et 9 mars 2018, le Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC) de Côte d'Ivoire a abrité le premier Conseil d'Administration de l'année 2018 de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et Institutions similaires (AICESIS), suivi de l'atelier d'échange d'expériences portant sur le thème : « L'impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité ».

2. A l'ouverture des travaux, le Président en exercice de l'AICESIS, Monsieur Iacob BACIU, Président du Conseil économique et social de la Roumanie, a adressé, au nom de ses pairs, ses vifs remerciements au Président Charles Koffi DIBY et aux membres de l'institution consultative ivoirienne pour la bonne organisation des présentes assises.

3. Dans son adresse à son illustre invité, Monsieur Charles Koffi DIBY s'est dit honoré par les marques d'attention de ses pairs de l'AICESIS avec à leur tête le Président Iacob BACIU et a transmis aux participants les vœux de réussite du Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA.

4. Les travaux de cette rencontre se sont déroulés sur deux jours. La journée du jeudi 8 mars 2018 a été consacrée à la cérémonie officielle d'ouverture de la rencontre et à la tenue du Conseil d'Administration de l'AICESIS. Celle du vendredi 9 mars a été réservée à l'atelier d'échange d'expériences sur la révolution numérique.

5. Au titre du Conseil d'Administration, il a été décidé de renforcer et d'améliorer la politique de communication afin de faciliter la circulation de l'information pour le rayonnement et l'efficacité de l'AICESIS. Les travaux ont, également, permis d'aboutir à l'adoption d'un plan :- pour le développement à moyen et long terme de l'Association - pour la promotion du Dialogue Social dans le monde.

6. Concernant « l'impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité » – thème de travail principal 2017-2019 de la Présidence roumaine de l'AICESIS - les participants se sont félicités du choix de cette thématique pour lequel les différentes sessions ont permis l'identification des opportunités qu'offre le numérique et de ses limites en matière :
   - de futur du travail ;
   - de gouvernance ;
   - de rôle des partenaires sociaux ;
   - de droits et de sécurité ;
   - de lutte contre les différentes inégalités liées au numérique.

7. Au terme de la réunion du Conseil d'Administration et de la tenue de l'atelier sur la révolution numérique, les participants :
   - ont adressé leur gratitude au Président de la **République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, pour les commodités mises à leur disposition durant ces deux jours de travaux et pour sa sollicitude personnelle à l'égard des invités de la Côte d'Ivoire ;
   - se sont félicités de la brillante Conférence inaugurale prononcée par **Monsieur Bruno Nabagné KONE, Ministre de la Communication, de l'Economie numérique et de la Poste, Porte-Parole du Gouvernement**, sur le thème de « l'impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité » ;
   - se sont félicités de la très bonne tenue des assisses et expriment leur entière satisfaction au **Conseil Economique, Social, Environnemental Et Culturel De La République De Côte d'Ivoire**.

Fait à Abidjan, le 9 mars 2018.

Le Président du CESEC

Charles Koffi DIBY

Le Président de l'AICESIS

Iacob BACIU

Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires
(AICESIS)

Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et Gouvernements membres de la Francophonie
(UCESIF)

Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires Africaines
(UCESA)

CALENDRIER DES ACTIVITÉS DES FAITIÈRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES POUR L'ANNÉE 2018

N°	ACTIVITÉS	DATE	LIEU
1	Réunion de Bureau de l'UCESA	24 - 25 avril 2018	Rabat (Maroc)
2	Conférence Internationale du Travail	28 mai 2018 au 8 juin 2018	Genève (Suisse)
3	Assemblée Générale Conseil d'Administration et Atelier de l'AICESIS	17 - 18 septembre 2018	Paris (France)
4	Séminaire AICESIS/BIT	11 au 12 octobre 2018	Genève (Suisse)
5	Sommet de la Francophonie	07 - 12 octobre 2018	Everan (Armenie)
6	Assemblée Générale + Atelier de l'UCESIF	04 - 05 décembre 2018	Bucarest (Roumanie)
7	Assemblée Générale de l'UCESA	décembre 2018	Abidjan (Côte d'Ivoire)

Visitez le site web du CESEC :
www.lecesec.ci

FLASH INFOS

RECHERCHE

SEANCE PLÉNIÈRE EXTRAORDINAIRE, LES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES DE LA 11ème MANDATURE ADOPTENT LEURS PREMIERS AVIS PAR AUTO SAISINE

MOT DU PRESIDENT

Chers Internautes,
Bienvenue sur le Site Web du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) de la République de Côte d'Ivoire. Au mom...

M. Charles KOFFI DIBY

LE CESEC EN BREF

GALERIE PHOTO

CEREMONIE DE PRESENTATION DE VOEUX DES CONSEILLERS AU PRÉSIDENT DU CESEC

11/01/2018

VIDEOS

Charles Koffi Diby nommé Président du Conseil Economique et Social

18/04/2018

Conseil économique, Social, Environnemental et Culturel Côte d'Ivoire

Angle Boulevard Carde Avenue Terrasson de Fougères Abidjan - Plateau

04 BP 301 ABidjan 04

Tél. : +225 20 25 02 00
Fax : +225 20 22 12 88

Site : hhttp//www.lecesec.ci